

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2842

27 novembre 2008

SOMMAIRE

Aircraft Consulting Ferrying Testing S.à r.l.	136372	Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l.	136411
Am Kannerbuttek S.à r.l.	136416	Luschuster Communications S.A.	136375
AMP Capital Investors (BAA Toggle Hold- co) S.à r.l.	136374	Microtis S.A.	136416
AMP Capital Investors (European Infra- structure No. 2) S.à r.l.	136410	Portinvest S.A.	136371
AMP Capital Investors (European Infra- structure No. 5) S.à r.l.	136373	Real Invest S.A.	136370
Antimo S.A.	136375	Société Luxembourgeoise de Développe- ment S.A.	136371
Berg Holding S.A.	136376	SSCP Security Parent S.à r.l.	136372
Burglux S.à r.l.	136371	Steyn Holding S.A.	136374
Capital Invest S.A.	136372	Sylvex S.A.	136376
Comitto SARL	136374	TeamSystem	136370
DBSAM Funds	136373	The Company of Design and Project S.à r.l.	136373
Fast Track Diagnostics Luxembourg S.à r.l.	136415	Vasco International S.à r.l.	136372
Hein Marechalerie S.à r.l.	136416	Vega Real Estate	136375
Hippoline S.à r.l.	136416	Voyages Schiltz S.A.	136415
ING PFCE Finco S.à r.l.	136415	WB Co-Investment International Holdings VII S.à r.l.	136370
Karggen	136376	Wind Project I S.A.	136413
Laurada S.A.	136371	Winvest Part 2	136376

Real Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 115.299.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2008.

Pour la société
PKF Weber et Bontemps
Experts comptables et fiscaux
Réviseurs d'entreprises
Signatures

Référence de publication: 2008145052/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05388. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

TeamSystem, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 104.612.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 novembre 2004 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 187 du 2 mars 2005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TeamSystem
Signature

Référence de publication: 2008144959/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05477. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

WB Co-Investment International Holdings VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 125.624.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 novembre 2008

L'Assemblée Générale a décidé de prendre les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission avec effet au 7 novembre 2008, de

Monsieur Jeffrey M. Kaplan, gérant A

- de nommer comme nouveau gérant A de la société, avec effet au 7 novembre 2008 pour une durée illimitée:

Monsieur Diego Rico, ayant adresse professionnelle c/o Westbrook Partners, 645 Madison Avenue, 18th Floor, New York, NY 10022-1010, U. S. A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2008.

Pour WB Co-Investment International Holdings VII S. à r. l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008144852/9547/22.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06085. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Burglux S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 19.113.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2008.

Signature
LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2008144948/535/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05006. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Portinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 64.963.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008144919/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW02853. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Laurada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5362 Schrassig, 21, rue de Sandweiler.
R.C.S. Luxembourg B 110.048.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire TG EXPERTS S.A.
13, rue de Bettembourg, L-3378 Livange
Signature

Référence de publication: 2008144991/9140/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06101. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Société Luxembourgeoise de Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 96.824.

Le bilan au 31/12/2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008144985/1578/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09358. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ACFT Sàrl, Aircraft Consulting Ferrying Testing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 101.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AIRCRAFT CONSULTING FERRYING TESTING (ACFT) SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2008144658/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04526. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

SSCP Security Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 137.822.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 51959 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2008144761/211/12.

(080170504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Vasco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 58.199.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008144685/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05251. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Capital Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 129.595.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008144668/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05244. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

AMP Capital Investors (European Infrastructure No. 5) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 138.618.

—
EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 18 juillet 2008 que, sur base du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 18 juillet 2008, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société, sans valeur nominale, seront désormais réparties comme suit:

DESIGNATION DE L'ASSOCIE	NOMBRE DE PARTS SOCIALES
AMP Capital Investors (Luxembourg N ° 1) S.à r.l., 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg	200
AMP Capital Investors (European Infrastructure N ° 4) S.à r.l., 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg	300
TOTAL	500

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Bart Zech
Gérant

Référence de publication: 2008144846/724/25.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05353. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

The Company of Design and Project S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.290.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Signature
LE GERANT

Référence de publication: 2008144945/535/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05010. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

DBSAM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.979.

—
Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 14 novembre 2008.

Pour DBSAM FUNDS SICAV
RBC DEXIA Investor Services Bank S.A., société anonyme
Signatures

Référence de publication: 2008145049/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2008, réf. LSO-CW03739. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

AMP Capital Investors (BAA Toggle Holdco) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 138.616.

—
EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 18 juillet 2008 que, sur base du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 18 juillet 2008, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société, sans valeur nominale, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'Associé	Nombre de parts sociales
AMP Capital Investors (Luxembourg No 1) S.à r.l. 220, 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg	220
AMP Capital Investors (European Infrastructure No 4) S.à r.l., 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg	
.....	280
TOTAL	500

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Bart Zech

Gérant

Référence de publication: 2008144844/724/24.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05350. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Comitto SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7306 Steinsel, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 127.043.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/11/2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Réviseurs d'entreprises

Experts comptables et fiscaux

Signatures

Référence de publication: 2008145050/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05392. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Steyn Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 31.697.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Van Lanschot Management S.A. / Harbour Trust and Management S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2008145059/695/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05126. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Vega Real Estate, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 116.766.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Experts comptables et fiscaux

Réviseurs d'entreprises

Signatures

Référence de publication: 2008145051/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05390. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Antimo S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 99.956.

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 19 octobre 2008 que:

1. Monsieur Ludo Haimès a démissionné de son mandat d'administrateur de la société.

2. Madame Valérie Emond née le 30 août 1973 à Saint-Mard (Belgique) résidant professionnellement au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

a été nommée en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet au 19 octobre 2008 et ce, pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Pour la société Un mandataire

Référence de publication: 2008144630/6390/22.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2008, réf. LSO-CW00916. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Luscluster Communications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 29B, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 27.891.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008144701/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05242. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Sylvex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 40.302.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.
Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008144751/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW02857. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

**Karggen, Société à responsabilité limitée,
(anc. Winvest Part 2).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 122.611.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession daté du 7 décembre 2006, que l'associé unique de la Société, TRIEF Corporation S.A, a cédé la totalité des parts qu'elle détenait dans la Société comme suit:

- 450 (quatre cent cinquante) parts sociales à la société Legron B.V., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au Rembrandt Toren, 22ème étage, Amstelplein 1, Postbus 95105, 1090 HC Amsterdam, Pays-Bas; immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés aux Pays-Bas sous le numéro 34 246 243;
- 50 (cinquante) parts sociales à la société Waldggen, société civile, ayant son siège social 6, Place de la Madeleine, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris, ayant numéro Siret 493 453 112 00010.

En conséquence, les nouveaux associés de la Société sont:

- Legron B.V. (450 parts),
- Waldggen (50 parts).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2008144847/7665/27.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2008, réf. LSO-CW01265. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Berg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 97.647.

PROJET DE FUSION / FUSIONSPLAN / MERGER PLAN

13 November 2008

Pour la fusion entre / For fusionen mellem / for the merger between

Dybet ApS

CVR-nr. / CVR No. 31048966

Frederiksgade 21, 1

1265 København K

et / og / and

Berg Holding SA

RCS Luxembourg B n ° 97647
avec siège social au 11A, bld. Prince Henri
L-1724 Luxembourg

Les organes les plus élevés des sociétés concernées, savoir le conseil d'administration de Berg Holding SA et le conseil de direction de Dybet ApS établissent par les présentes le projet de fusion entre Berg Holding S.A. comme société absorbante (la Société absorbante) et Dybet ApS comme société absorbée (la Société absorbée).

(La Société absorbante et la Société absorbée, ci-après dénommée collectivement "les sociétés fusionnantes").

La fusion sera opérée sur base de la directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil (la "Directive").

La base de la loi luxembourgeoise sur les sociétés pour les fusions est la Directive et pour la société absorbante, les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915 telle que modifiée ("LLAW"). La loi danoise sur les sociétés pour les fusions est la directive et les dispositions du chapitre 15 et 15A de la loi danoise sur les sociétés (649/2006) ("DCA") cf. Chapitre 10A du Danish Private Company Act.

1. Informations sur les sociétés fusionnantes (Directive 5/a art. DCA 137a(1); et art. 261 2a de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée)

La Société absorbante

La Société absorbante est "Berg Holding S.A.", une société anonyme inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro 97647.

Le siège social de la société absorbante est établi actuellement à L-1724 Luxembourg, 11a, bld du Prince Henri.

La Société absorbée

La société absorbée est "Dybet ApS", une société privée à responsabilité limitée danoise inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Rubrique Société CVR n ° 31048966.

Le siège social de la société absorbée est actuellement à Frederiksgade 21, 1. DK-1265 Copenhague, Danemark.

La Société absorbante et la Société absorbée sont chacune en ce qui les concerne assujetties à l'impôt sur les sociétés dans l'état dont elles sont résidentes.

2. Les contreparties de la fusion (directive 5(b) art. DCA 137a 1.2, art. 262/2 b. c et d)

La Société absorbante détient l'entière part du capital de la Société absorbée. En conséquence il n'y aura aucune répartition à l'actionnaire de la société absorbée.

Il ne sera pas émis de nouvelles actions par la société absorbante et ainsi il n'y aura aucune indication par rapport à la date d'émission et les droits attachés à de nouvelles actions, il ne sera réalisé aucun échange d'actions de la société absorbante contre des actions de la société absorbée, aucun rapport d'échange n'est à calculer et aucun expert ne sera nommé en vue d'émettre un rapport sur le rapport d'échange. La fusion aura pour conséquence que tous les actifs et passifs de la Société absorbée seront transférés à la Société absorbante. Parmi les actifs de la Société absorbée figurent les biens immobiliers suivants:

I: Sur la commune de HYERES (Var) Chemin départemental 559, "Chalet Jane".

Ladite propriété consistant en une parcelle de terre en nature de bois composée de deux tenements séparés par cette route, savoir:

LE PREMIER TENEMENT: situé au Nord de la Route où sont édifiés:

Une maison de gardien élevée d'un étage sur rez-de-chaussée en mauvais état,

Une maison dénommée "Chalet Jane" élevée d'un étage sur rez-de-chaussée en très mauvais état,

En annexes:

Un bâtiment comportant: cuisine, salle polyvalente élevé sur rez-de-chaussée,

Un bâtiment comprenant une grande salle principale sur rez-de-chaussée.

Vingt Bungalows désaffectés élevés sur rez-de-chaussée comprenant une grande chambre avec sanitaire.

Un ancien réservoir d'eau.

LE SECOND TENEMENT: situé au sud de la route et suivant rivage, ne comportant pas de construction.

L'ensemble cadastré sous les références suivantes:

Section	N o	Lieudit	Surface
EC	10	3706, route de l'Almanarre	3ha26a10ca
EC	11	L'Almanarre	30a55ca
Contenance totale:			3ha 56a65ca

II: Diverses parcelles de terrain comportant pour certaines d'entre elles du bâti, à savoir des bâtiments d'habitation, d'exploitation et dépendances, situées sur le territoire de la commune d'AVIGNON (Vaucluse), Domaine de Courtine, figurant au cadastre de ladite commune, savoir:

Section	N °	Lieudit	Surface
CT	582	LE BAS FONDS	05ha 45a 00ca
CT	585	L'ISLE DE MINGOT	04ha 96a 50ca
CV	1	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 16a 40ca
CV	2	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	06ha 88a 80ca
CV	5	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 02a 62ca
CV	6	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 34a 55ca
CV	13	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 26a 30ca
CV	22	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 10a 80ca
CV	33	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 38a 73ca
CV	24	L'ISLE DE MINGOT	12ha 04a 70ca
CV	45	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 88a 17ca
CV	82	LE BAS FONDS	14ha 71a 95ca
CW	36	LES NOYERS	01ha 14a 30ca
CW	38	LES NOYERS	00ha 00a 16ca
CW	74	LES NOYERS	00ha 15a 58ca
CW	75	LES NOYERS	01ha 40a 02ca
CW	79	LES NOYERS	07ha 16a 65ca
CW	80	LES NOYERS	08ha 14a 40ca
CW	82	LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	84	LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	86	LES NOYERS	00ha 09a 33ca
CW	88	LES NOYERS	00ha 23a 27ca
CX	116	L'AIRE	01ha 93a 94ca
Totale surface:			67ha 24a 35ca

Division cadastrale:

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section CW numéro 82, 84, 86 et 88, le cadastre sus indiqué est issu de la division suivante:

CADASTRE AVANT DIVISION

Section	N °	Lieudit	Surface
CW	37	LES NOYERS	00ha 76a 00ca
CW	40	LES NOYERS	00ha 16a 10ca
CW	41	LES NOYERS	00ha 18a 55ca
CW	58	LES NOYERS	00ha 48a 50ca

CADASTRE APRES DIVISION

Section	N °	Lieudit	Surface
CW	81	LES NOYERS	00ha 10a 70ca
CW	82	LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	83	LES NOYERS	00ha 09a 22ca
CW	84	LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	85	LES NOYERS	00ha 09a 22ca
CW	86	LES NOYERS	00ha 09a 33ca
CW	87	LES NOYERS	00ha 25a 23ca
CW	88	LES NOYERS	00ha 23a 27ca

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section CX numéro 166, le cadastre sus indiqué est issu de la division suivante:

CADASTRE AVANT DIVISION

Section	N °	Lieudit	Surface
CX	110	L'AIRE	05ha 25a 35ca

CADASTRE APRES DIVISION

Section	N °	Lieudit	Surface
CX	115	L'AIRE	00ha 46a 07ca

CX	116 L'AIRE	01ha 93a 94ca
CX	117 L'AIRE	02ha 85a 34ca

Ces immeubles prédésignés sont libres de toutes hypothèques/et ou privilèges et/ou droits de résolutions.

Lorsque la fusion deviendra effective, la nouvelle propriétaire de ces propriétés immobilières devra être transcrites sur les registres officiels tenus par le Conservateur des Hypothèques du lieu de la situation de la propriété immobilière. Les actions de la Société absorbée seront annulées et la Société absorbée disparaîtra sans liquidation par suite de la fusion.

3. Effets probables de la fusion sur l'emploi (Directive 5(d) art. DCA 137a)

Les sociétés fusionnantes n'ont pas de travailleurs à l'exception des gérants dans la Société absorbée ci-après énumérés.

Des engagements de travailleurs ou d'autres mesures qui affecteraient le nombre de travailleurs ou les conditions d'emploi de la Société absorbée ou de la Société absorbante, ne sont pas prévus ou connus au moment de la signature des présentes.

Dans la Société absorbée toutefois, les membres du conseil de direction démissionneront de leur fonction à la date ou la fusion prendra effet.

4. Date de la fusion sur le plan comptable (Directive 5 (f) art DCA 137a 1 (6) et art. 262 2 e)

Les sociétés fusionnantes seront fusionnées, du point de vue comptable, au 31 octobre 2008, date à partir de laquelle tous les droits et obligations de la Société absorbée sont censés pour les besoins comptables et fiscaux, transférés à la Société absorbante.

5. Droits des détenteurs spéciaux (Directive 5 (g) art. DCA 137a 1 (7) et art. 262 f.)

Les sociétés fusionnantes n'ont pas émis des droits conférant à leurs détenteurs des droits spéciaux ou à des détenteurs des titres autres que des actions représentatives du capital social de la société ou d'autres droits spéciaux donnant droit à des actions y compris des droits d'options.

6. Avantages et droits particuliers (Directive 5(h) art.; DCA 134a:1 (8) et Art. 262 (2) g)

Aucun avantage ou droit spécial est conféré aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent. Les surveillants et les experts indépendants des sociétés fusionnantes recevront une rémunération sur base d'une facture en conformité des usages d'affaires.

7. Statuts de la Société absorbante (Directive 5(i) art.; DCA 137a:1 (9))

La fusion n'entraîne aucune modification des statuts de la société absorbante.

Les statuts de la société absorbante dans leur forme actuelle au moment de la signature des conditions du projet restent attachés comme ANNEXE 1^{er}.

8. Evaluation des actifs et passifs de la société absorbée (Directive 5(k) art.; DCA 137a:1 (11))

La Société absorbée était fondée le 2 novembre 2007.

Les comptes intérimaires de la Société absorbée pour la période du 2 novembre 2007 au 31 octobre 2008 restent annexés à titre d'ANNEXE 2. Les comptes ont été préparés en conformité avec les lois comptables danoises et les principes comptables généralement admis.

Les situations financières avec appendices de la Société absorbante couvrant la période du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008 formant ANNEXE 3 et les comptes interimaire pour la période du 1^{er} octobre au 31 octobre 2008 restent annexés à titre d'ANNEXE 4. Ces comptes ont été préparés en conformité avec les lois comptables luxembourgeoises et les principes comptables généralement acceptés.

Ces situations financières sont à la disposition des actionnaires et des créanciers et travailleurs des sociétés qui fusionnent à leur siège respectifs.

9. La date des comptes des sociétés fusionnantes utilisées comme base de la fusion (Directive 5(l) art; DCA 137a: 2 (12))

La date des comptes utilisée comme base de la fusion pour la Société absorbée est celle du 31 octobre 2008.

La date des comptes utilisée comme base de la fusion pour la Société absorbante est celle du 31 octobre 2008.

10. Rapport du Conseil d'Administration / de direction (Directive 7; DCA 134b et 137b, art. 265)

Un rapport spécial du conseil d'administration/conseil de direction des sociétés fusionnantes, a été signé à la même date que le projet de fusion. Ce rapport est à la disposition des actionnaires, créanciers et employé(e)s aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes, dont l'adresse est indiquée sub 1 du présent projet de fusion.

Les droits des créanciers de la société absorbante sont déterminés par l'article 268 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés. Les créanciers de la Société absorbante dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion, peuvent dans les 2 mois de cette publication, demander au magistrat président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Des informations exhaustives sur ces modalités peuvent être obtenues sans frais au siège social de la Société absorbante plus amplement spécifiés sous le point 1 du présent projet de fusion.

Comme indiqué dans le rapport de fusion, les créanciers de la Société absorbée sont protégés par les dispositions de DCA. Dans un rapport d'un expert indépendant daté du 7 novembre 2008 émis par BDO ScanRevision en conformité avec DCA 134 - 4, il est déclaré que les créances des créanciers de la Société absorbée sont considérées comme suffisamment garanties après la fusion.

Le présent projet de fusion devient définitif seulement après avoir été approuvé par les assemblées générales des sociétés fusionnantes, lesquelles ne pourront se tenir que 4 semaines après la publication du projet de fusion au Danemark et un mois après la publication du projet de fusion au Grand-Duché de Luxembourg, en conformité avec la loi applicable.

11. Langues

Les langues officielles du présent projet de fusion sont la langue danoise et la langue française. La langue anglaise n'existe que pour des besoins d'information.

12. Contrepartie

Ce projet de fusion a été exécuté et signé en 4 exemplaires étant identiques dans leurs langues, une pour la société absorbante, une pour la société absorbée et deux pour les autorités compétentes au Grand-Duché de Luxembourg et au Danemark mentionnées au présent projet sub 1.

Annexes

- 1 Statuts de la Société absorbante
- 2 Situation intérimaire de la Société absorbée pour la période du 2 novembre 2007 au 31 octobre 2008
- 3 Comptes de la Société absorbante au 30 septembre 2008
- 4 Situation intérimaire de la Société absorbante pour la période du 1^{er} octobre au 31 octobre 2008

Det øverste ledelsesorgan i de implicerede selskabet dvs. Bestyrelsen I Berg Holding SA og Direktionen I Dybet ApS opretter herved denne plan for fusionen mellem Berg Holding SA som det fortsættende selskab ("det Fortsættende Selskab") og Dybet ApS som det ophørende selskab ("det Ophørende Selskab").

(Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab herefter tilsammen kaldet "de Fusionerende Selskaber").

Fusionen skal gennemføres i overensstemmelse med og på grundlag af Europa-Parlamentets og Rådets Direktiv 2005/56/EF af 26. oktober 2005 ("Direktivet").

Det luxembourgske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og for så vidt angår det Fortsættende Selskab af artikel 257 og den luxembourgske selskabslov af 19. august 1915 med senere ændringer ("LLAW"). Det danske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og den danske aktieselskabslovs kap. 15 og 15 A (lovbekendtgørelse nr. 649 af 15. juni 2006) ("A/S-loven"), jf. den danske anpartsselskabslovs kap. 10 A.

1. Oplysninger om de Fusionerende Selskaber (Direktivets artikel 5(a), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 1, LLAW 261 2 a)

Det Fortsættende Selskab

Det Fortsættende Selskab er Berg Holding SA, et luxembourgsk "société anonyme" registreret i Registrar of Commerce, under nr. 97647.

Det nuværende hjemsted for det Fortsættende Selskab er: L-1724 Luxembourg, 11a, bld du Prince Henri.

Det Ophørende Selskab

Det Ophørende Selskab er Dybet ApS, et dansk anpartsselskab registreret i Erhvervs- og Selskabsstyrelsen, CVR nr. 31048966.

Det nuværende hjemsted for det Ophørende Selskab er: Frederiksgade 21, 1. 1265 København K, Danmark.

Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab er begge underlagt selskabsbeskatning i deres respektive hjemlande.

2. Fusionsvederlag (Direktivets artikel 5(b), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 2, LLAW artikel 262 b, c og d)

Det Fortsættende Selskab ejer den samlede kapital i det Ophørende Selskab. Der betales som følge heraf ikke vederlag til anpartshaveren i det Ophørende Selskab.

Der vil ikke blive udstedt nye aktier i det Fortsættende Selskab, og der skal således ikke anføres nogen udstedelsesdato, nye aktiers rettigheder skal ikke angives, ingen udveksling af aktier i det Fortsættende Selskab mod aktier i det Ophørende Selskab skal finde sted, der skal ikke udregnes nogen kurs, og der skal ikke udpeges en vurderingsmand til at udarbejde vurderingsrapport hvad angår kurs. Fusionen vil indebære, at alle aktiver og passiver i det Ophørende Selskab overdrages til det Fortsættende Selskab. I det Ophørende Selskabs aktiver indgår nedennævnte faste ejendomme:

I: I HYERES (Var) på adressen Chemin départemental 559, "Chalet Jane".

Ejendom bestående af en naturgrund samt skov med to separate ejendomme nemlig:

DEN ENE EJENDOM: beliggende på nordsiden af vejen er bygget:

En en-etages portnerbolig i stueplan i dårlig stand.

Et en-etages hus ved navn "Chalet Jane" i stueplan i dårlig stand.,

Tilhørende bygninger:

En bygning bestående af: køkken samt alrum bygget i stueplan,

En bygning indeholdende et stort rum i stueplan.

Tyve ubrugte bungalows i stueplan bestående af et stort værelse og toiletter.

En gammel vandbeholder.

DEN ANDEN EJENDOM: beliggende syd for vejen nær kysten, er en ubegyget grund.

De samlede ejendomme er registreret under følgende matrikelnumre

Sektion	Nr	Adresse	Areal
EC	10	3706, route de l'Almanarre	3ha26a10ca
EC	11	L'Almanare	30a55ca
Samlet størrelse:			3ha 56a65ca

II: Diverse grunde, hvoraf nogle er bebygget med ejendomme til beboelse, erhverv samt tilhørende bygninger, beliggende på et område i AVIGNON (Vaucluse), Domaine of Courtine, og opført i nævnte kommunes matrikelregister som følger:

Sektion	Nr	Adresse	Areal
CT	582	LE BAS FONDS	05ha 45a 00ca
CT	585	L'ISLE DE MINGOT	04ha 96a 50ca
CV	1	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 16a 40ca
CV	2	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	06ha 88a 80ca
CV	5	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 02a 62ca
CV	6	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 34a 55ca
CV	13	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 26a 30ca
CV	22	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 10a 80ca
CV	33	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 38a 73ca
CV	24	L'ISLE DE MINGOT	12ha 04a 70ca
CV	45	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 88a 17ca
CV	82	LE BAS FONDS	14ha 71a 95ca
CW	36	LES NOYERS	01ha 14a 30ca
CW	38	LES NOYERS	00ha 00a 16ca
CW	74	LES NOYERS	00ha 15a 58ca
CW	75	LES NOYERS	01ha 40a 02ca
CW	79	LES NOYERS	07ha 16a 65ca
CW	80	LES NOYERS	08ha 14a 40ca
CW	82	LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	84	LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	86	LES NOYERS	00ha 09a 33ca
CW	88	LES NOYERS	00ha 23a 27ca
CX	116	L'AIRE	01ha 93a 94ca
Samlet areal:			67ha 24a 35ca

Matrikelopdeling:

Hvad angår matriklerne sektion CW number 82,84, 86 and 88 er ovennævnte matrikulering en følge af nedennævnte opdeling:

Matrikel inden opdeling

Sektion	Nr	Stednavn	Areal
CW	37	LES NOYERS	00ha 76a 00ca
CW	40	LES NOYERS	00ha 16a 10ca
CW	41	LES NOYERS	00ha 18a 55ca
CW	58	LES NOYERS	00ha 48a 50ca

Matrikel efter opdeling

Sektion	Nr	Stednavn	Areal
CW	81	LES NOYERS	00ha 10a 70ca
CW	82	LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	83	LES NOYERS	00ha 09a 22ca
CW	84	LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	85	LES NOYERS	00ha 09a 22ca

CW	86 LES NOYERS	.....	00ha 09a 33ca
CW	87 LES NOYERS	.....	00ha 25a 23ca
CW	88 LES NOYERS	.....	00ha 23a 27ca

Hvad angår matriklen sektion CX number 166, er matrikuleringen en følge af nedennævnte opdeling:

Matrikel inden opdeling

Sektin	Nr	Stednavn	Areal
CX	110	L'AIRE	..... 05ha 25a 35ca

Matrikel efter opdeling

Sektin	Nr	Stednavn	Areal
CX	115	L'AIRE	..... 00ha 46a 07ca
CX	116	L'AIRE	..... 01ha 93a 94ca
CX	117	L'AIRE	..... 02ha 85a 34ca

Ovennævnte ejendomme er ikke behæftet med pantehæftelser, pantprivilegier og rettigheder i henhold til kendelser/ beslutninger.

Når fusionen er gennemført, vil den nye ejer af den nævnte faste ejendom skulle indføres i det officielle register (Conservateur des Hypothèques) hvor ejendommen er beliggende. Det Ophørende Selskabs aktier vil blive annulleret, og det Ophørende Selskab vil blive opløst uden likvidation i forbindelse med fusionen.

3. Fusionens sandsynlige følger for beskæftigelsen (Direktivets artikel 5(d), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 4))

Der er ingen ansatte i de Fusionerende Selskaber ud over de nedenfor anførte direktører i det Ophørende Selskab.

Der er ikke på tidspunktet for underskrivelsen af fusionsplanen planlagt eller kendskab til nogen ansættelser eller andre tiltag, som vil indvirke på antallet af ansatte eller ansættelsesvilkårene i det Ophørende Selskab eller i det Fortsættende Selskab.

I det Ophørende Selskab vil direktionens medlemmer dog fratræde deres stillinger ved fusionens gennemførelse.

4. Det regnskabsmæssige fusionstidspunkt (Direktivets artikel 5(f), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 6, LLAW artikel 262 2 e)

De Fusionerende Selskaber fusioneres med virkning regnskabsmæssig virkning fra 31. oktober 2008, fra hvilket tidspunkt det Ophørende Selskabs rettigheder og forpligtelser regnskabsmæssigt og skattemæssigt skal anses for overgået til det Fortsættende Selskab.

5. Rettigheder tilsikret selskabsdeltagere med særlige rettigheder (Direktivets artikel 5(g), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 7, LLAW artikel 262 f)

De Fusionerende Selskaber har ikke indrømmet nogen rettigheder til selskabsdeltagere med særlige rettigheder eller til indehavere af andre værdipapirer end aktier/anpartar eller andre særlige rettigheder, der giver ret til aktier/anpartar, herunder optionsrettigheder

6. Særlige fordele og rettigheder (Direktivets artikel 5(h), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 8, LLAW artikel. 262(2) g)

Der er ikke indrømmet særlige fordele eller rettigheder til medlemmerne af de Fusionerende Selskabers administrations-, ledelses-, tilsyns- eller kontrolorganer. Vederlæggelsen af de Fusionerende Selskabers revisorer og uafhængige eksperter skal ske i henhold til faktura som led i den normale virksomhed.

7. Vedtægter for det Fortsættende Selskab (Direktivets artikel 5(i), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 9)

Det er ikke som følge af fusionen nødvendigt at ændre vedtægterne for det Fortsættende Selskab.

De eksisterende vedtægter for det Fortsættende Selskab på tidspunktet for underskrivelse af denne fusionsplan er vedhæftet som BILAG 1.

8. Værdiansættelse af det Ophørende Selskabs aktiver og passiver (Direktivets artikel 5(k), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 11)

Det Ophørende Selskab er stiftet 2. november 2007.

Det Ophørende Selskabs mellembalance for perioden 2. november 2007 - 31. oktober 2008 er vedhæftet som BILAG 2. Regnskabet er udarbejdet i overensstemmelse med dansk regnskabslovgivning og almindeligt anerkendte regnskabsprincipper.

Det Fortsættende Selskabs årsregnskab med bilag for perioden 1. oktober 2007 - 30. september 2008 er vedhæftet som BILAG 3, og det Fortsættende Selskabs mellembalance for perioden 1. oktober - 31. oktober 2008 er vedhæftet som BILAG 4. Regnskaberne er udarbejdet i overensstemmelse med luxembourgsk regnskabslovgivning og almindeligt anerkendte regnskabsprincipper.

Regnskaberne er fremlagt til eftersyn for anpartshaverne, kreditorerne og medarbejderne på de Fusionerende Selskabers kontorer.

9. Datoen for de Fusionerende Selskabers regnskaber anvendt som grundlag for fusionen (Direktivets artikel 5(l), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 12)

Balancedatoen for det Ophørende Selskabs regnskab anvendt som grundlag for fusionen er 31. oktober 2008.

Balancedatoen for det Fortsættende Selskabs regnskab anvendt som grundlag for fusionen er 31. oktober 2008.

10. Bestyrelsens / direktionens redegørelse (Direktivets artikel 7, A/S-lovens § 134b og § 137b, LLAW artikel 265)

En af Bestyrelsen / Direktionen i de Fusionerende Selskaber udarbejdet redegørelse underskrives på datoen for underskrivelsen af denne Fusionsplan. Fusionsredegørelsen er tilgængelig for gennemsyn for aktionærer, kreditorer og medarbejdere på hver af de Fusionerende Selskabers registrerede kontor på de under pkt. 1 ovenfor nævnte adresser.

Det Fortsættende Selskabs kreditorers rettigheder følger af § 268 i Luxembourg's selskabslovning. Det Fortsættende Selskabs kreditorer, hvis krav ligger forud for offentliggørelsen af de dokumenter, hvori fusionen vedtages, har ret til inden 2 måneder efter offentliggørelsen at anmode retsformanden for den afdeling ved retten i Luxembourg, der behandler erhvervsretlige sager om ved hastesagsbehandling at stille sikkerhed for sådanne krav, forfaldne som uforfaldne, for det tilfælde, at fusionen vil forringe disse kreditorers sikkerhed for at blive fyldestgjort. Yderligere detaljerede oplysninger kan indhentes uden omkostninger på det Fortsættende Selskabs kontor som anført under punkt 1 af nærværende fusionsplan.

Som anført i fusionsredegørelsen beskyttes kreditorerne i det Ophørende Selskab af A/S-lovens bestemmelser. I en uvildig vurderingsmands erklæring dateret den 7. november 2008 udarbejdet af BDO ScanRevision i overensstemmelse med A/S-lovens § 134c, stk. 4, anføres det, at kreditorerne i det Ophørende Selskab antages at være tilstrækkeligt sikrede efter fusionen.

Nærværende fusionsplan skal godkendes af de Fusionerende Selskabers generalforsamlinger, som tidligst kan afholdes 4 uger efter offentliggørelse af fusionsplanen i Danmark og 1 måned efter offentliggørelsen i Luxembourg i overensstemmelse med gældende lov.

11. Forrang

De officielle sprog for denne fusionsplan er henholdsvis dansk og fransk. Den engelsksprogede kolonne er alene til orientering.

12. Eksemplarer

Denne Fusionsplan er underskrevet i fire (4) enslydende eksemplarer, hvoraf henholdsvis det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab hver får et (1) eksemplar og to (2) eksemplarer er til brug for de under pkt. 1 ovenfor nævnte relevante myndigheder i henholdsvis Luxembourg og Danmark.

Bilag

- 1 Vedtægter for det Fortsættende Selskab
- 2 Mellembalance for perioden 2. november 2007 - 31. oktober 2008 for det Ophørende Selskab
- 3 Årsregnskab pr. 30. september 2008 for det Fortsættende Selskab
- 4 Mellembalance for perioden 1. oktober - 31. oktober 2008 for det Fortsættende Selskab

The highest managerial body in the companies involved, i.e. the Board of Directors of Berg Holding SA and the Board of Management of Dybet ApS hereby establish this plan for the merger between Berg Holding SA as the continuing company ("the Continuing Company") and Dybet ApS as the discontinuing company ("the Discontinuing Company").

(The Continuing Company and the Discontinuing Company hereinafter collectively referred to as "the Merging Companies").

The merger is to be carried out in accordance with and on the basis of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council (the "Directive").

The Luxembourg corporate law basis for the merger is the Directive and with respect to the continuing Company, the articles 257 and following of Luxembourg Company law of August 19, 1915 as amended ("LLAW"). The Danish corporate law basis for the merger is the Directive and the provisions of chapter 15 and 15 A of the Danish Companies Act (649/2006) ("DCA"), cf. chapter 10 A of the Danish Private Company Act.

1. Information of the Merging Companies (Directive 5(a) art.; DCA 137a:1 (1); LLAW art. 261 2 a)

The Continuing Company

The Continuing Company is Berg Holding SA, a Luxembourg "société anonyme", registered into the Registrar of Commerce and Companies of Luxembourg B no 97647.

The registered address for the Continuing Company is at present in L-1724 Luxembourg, 11a, bld du Prince Henri.

The Discontinuing Company

The Discontinuing Company is Dybet ApS, a Danish private limited company registered in the Danish Commerce and Companies Agency, Company No. 31048966.

The registered address for the Discounting Company is at present: Frederiksgade 21, 1. DK-1265 Copenhagen, Denmark.

The Continuing company and the Discontinuing Company are both subject to the Corporate income tax in their respective country of residence.

2. Merger consideration (Directive 5(b) art.; DCA 137a:1 (2); LLAW art. 262 2. b. c and d.)

The Continuing Company owns the entire share capital of the Discontinuing Company. As a consequence, there will be no consideration to the shareholder of the Discontinuing Company.

No new shares will be issued by the Continuing Company, so no further indication of the date of issue and the rights of the new shares is to be indicated, no exchange of shares of the continuing company against shares of the Discontinuing Company will occur, no rate of exchange has to be calculated and no expert nominated in order to do a report on exchange rate. The merger will have as consequence that all assets and liabilities of the Discontinuing Company will be transferred to the Continuing Company. In the assets of the Discontinuing Company are comprised the following real estates:

I: in the city of HYERES (Var) Chemin départemental 559, " Chalet Jane ".

The property consisting of a land plot and woods composed of two separate buildings such as:

FIRST TENEMENT BLOCK: situated on the north side of the Road, are built:

A house of guard with one floor on a ground floor in bad condition,

A house called "Chalet Jane" with one floor on a ground floor in bad condition,

In appendices:

A building comprising: kitchen, Multi-purposes room raised on ground floor,

A building comprising a large principal room on the ground floor.

Twenty unused Bungalows raised on ground floor comprising un large bedroom with toilets.

An old tank water.

SECOND TENEMENT BLOCK: situated south to the road and close to the shore, with no building.

The whole being registered under the following references:

Section	No	Address	Surface
EC	10	3706, route de l'Almanarre	3ha26a10ca
EC	11	L'Almanare	30a55ca
Contenance totale:			3ha 56a65ca

II: Various pieces of ground comprising for some of them buildings, namely some apartment buildings, exploitation and dependence, located on the territory of the commune of AVIGNON (Vaucluse), Domaine of Courtine, appearing in the land register of the aforesaid commune, as following:

Section	No	Address	Surface
CT	582	LE BAS FONDS	05ha 45a 00ca
CT	585	L'ISLE DE MINGOT	04ha 96a 50ca
CV	1	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 16a 40ca
CV	2	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	06ha 88a 80ca
CV	5	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 02a 62ca
CV	6	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 34a 55ca
CV	13	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 26a 30ca
CV	22	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 10a 80ca
CV	33	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 38a 73ca
CV	24	L'ISLE DE MINGOT	12ha 04a 70ca
CV	45	LA TERRE AU DESSOUS DU CHEMIN	00ha 88a 17ca
CV	82	LE BAS FONDS	14ha 71a 95ca
CW	36	LES NOYERS	01ha 14a 30ca
CW	38	LES NOYERS	00ha 00a 16ca
CW	74	LES NOYERS	00ha 15a 58ca
CW	75	LES NOYERS	01ha 40a 02ca
CW	79	LES NOYERS	07ha 16a 65ca
CW	80	LES NOYERS	08ha 14a 40ca
CW	82	LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	84	LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	86	LES NOYERS	00ha 09a 33ca
CW	88	LES NOYERS	00ha 23a 27ca
CX	116	L'AIRE	01ha 93a 94ca
Totale surface:			67ha 24a 35ca

Cadastral division:

With regard to the registered pieces section CW number 82,84, 86 and 88, the land register as indicated is resulting from the following division

CADASTRE AVANT DIVISION

Section	No Lieudit	Surface
CW	37 LES NOYERS	00ha 76a 00ca
CW	40 LES NOYERS	00ha 16a 10ca
CW	41 LES NOYERS	00ha 18a 55ca
CW	58 LES NOYERS	00ha 48a 50ca

CADASTRE APRES DIVISION

Section	No Lieudit	Surface
CW	81 LES NOYERS	00ha 10a 70ca
CW	82 LES NOYERS	00ha 65a 30ca
CW	83 LES NOYERS	00ha 09a 22ca
CW	84 LES NOYERS	00ha 06a 88ca
CW	85 LES NOYERS	00ha 09a 22ca
CW	86 LES NOYERS	00ha 09a 33ca
CW	87 LES NOYERS	00ha 25a 23ca
CW	88 LES NOYERS	00ha 23a 27ca

With regard to the registered piece section CX number 166, the land register as indicated is resulting from the following division

CADASTRE AVANT DIVISION

Section	No Lieudit	Surface
CX	110 L'AIRE	05ha 25a 35ca

CADASTRE APRES DIVISION

Section	No Lieudit	Surface
CX	115 L'AIRE	00ha 46a 07ca
CX	116 L'AIRE	01ha 93a 94ca
CX	117 L'AIRE	02ha 85a 34ca

The above mentioned real estates are free of any mortgages/or and liens/ and or resolutions rights.

When the Merger becomes effective, the new owner of those real estates will have to be transcribed in the official register of real estates held with the Conservateur des Hypothèques of the lieu of location of the relevant real estates. The shares of the Discontinuing Company will be cancelled and the Discontinuing company will disappear without liquidation through the Merger.

3. Likely repercussions of the merger on employment (Directive 5(d) art.; DCA 137a: 1 (4))

There are no employees in the Merging Companies except from the managers of the Discontinuing Company mentioned below.

No employee appointments or other measures affecting the number of employees or employment conditions in the Discontinuing Company or in the Continuing Company have been planned or are known at the moment of signing of the terms.

In the Discontinuing Company, the members of the Board of Management will, however, resign their positions at the date on which the merger takes effect.

4. Merger date for accounting purposes (Directive 5(f) art.; DCA 137a:1 (6); LLAW art. 262 2 e)

The Merging Companies shall be merged with effect for accounting purposes from 31 October 2008 from which date all rights and obligations of the Discontinuing Company for accounting and tax purposes are deemed to have been transferred to the Continuing Company.

5. Rights of holders of specific rights (Directive 5(g) art.; DCA 137a:1 (7); LLAW art. 262 f.)

The Merging Companies have not issued any rights conferred on holders enjoying special rights, or on holders of securities other than shares representing the company capital or any other special rights entitling to shares, including option rights.

6. Special advantages and rights (Directive 5(h) art.; DCA 137a:1 (8); LLAW art. 262 (2) g)

No special advantages and rights are conferred to members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies. The auditors and the independent experts of the Merging Companies shall be paid remuneration based on an invoice in due course of business.

7. Articles of Association of the Continuing Company (Directive 5(i) art.; DCA 137a:1 (9))

The merger does not require any amendments in the Articles of Association of the Continuing Company.

The Articles of Association of the Continuing Company in the form as they are at the moment of signing of these terms are attached as APPENDIX 1

8. Evaluation of the assets and liabilities of the Discontinuing Company (Directive 5(k) art.; DCA 137a:1 (11))

The Discontinuing Company is established on 2 November 2007.

Intermediate accounts of the Discontinuing Company covering the period 2 November 2007 - 31 October 2008 is attached as APPENDIX 2. The accounts have been prepared according to Danish accounting legislation and generally accepted accounting principles.

The financial statements with appendixes of the Continuing Company covering the period 1 October 2007 - 30 September 2008, are attached as APPENDIX 3, and intermediate accounts for the period 1 October - 31 October 2008, are attached as APPENDIX 4. The accounts have been prepared according to Luxembourg accounting legislation and generally accepted accounting principles.

Those financial statements are at the disposal of the shareholders and of the creditors and employees of the Merging Companies on their respective registered offices.

9. The date of Accounts of the Merging Companies as the basis for the merger (Directive 5(l) art; DCA 137a:1 (12))

The balance sheet date of the accounts forming the basis for the merger of the Discontinuing Company's accounts is the 31 October 2008.

The balance sheet date of the accounts forming the basis for the merger of the Continuing Company's accounts is 31 October 2008.

10. Report from the board of directors / the board of management (Directive 7; art DCA 134b and 137b; LLAW art. 265)

A separate report of the Board of Directors / the Board of Management of the Merging Companies has been signed on the same day as these Terms. The Report is available for shareholders, creditors and employees in the registered offices of the Merging Companies the addresses of which are stated in item 1 of these Terms.

The rights of the creditors of the Continuing Company are determined by article 268 of Luxembourg Company Law. The creditors of the Continuing Companies whose claims are dated prior to the date of publication of the deeds deciding the merger, have within 2 months of said publication, the right to ask the magistrate, presiding the commercial chamber of the Circuit Court in Luxembourg as an urgent matter to issue guarantees in respect of claims due or not due, in case the operation was to reduce their guaranty of reimbursement. Further detailed information can be obtained without costs at the registered office of the Continuing Company indicated under 1. of the present merger draft.

As stated in the merger report the creditors of the Discontinuing Company are protected by the provisions of the DCA. In an independent expert's statement dated on 7 November 2008 issued by BDO ScanRevision in accordance with DCA 134c:4, it is stated that the claims of the creditors in Discontinuing Company are expected to be sufficiently secured after the merger.

The present merger draft becomes effective only after it has been approved by the general meetings of the Merging Companies that can only be held 4 weeks after this merger plan has been published in Denmark and 1 month after this merger plan has been published in Luxembourg, in conformity with the relevant laws.

11. Prevailing languages

The official languages of these terms are Danish and French, respectively. The English column is for information purposes only.

12. Counterparts

These Terms have been executed and signed in four (4) identical counterparts being identical in wording, one (1) of which for the Continuing Company, one (1) of which for the Discontinuing Company and two (2) for the competent authorities in Luxembourg and Denmark stated under item 1 of these Terms.

Appendices

1 Articles of Association of the Continuing Company

2 Intermediate accounts of the Discontinuing Company for the period 2 November 2007 - 31 October 2008

3 Accounts of the Continuing Company per 30 September 2008

4 Intermediate accounts of the Continuing Company for the period 1 October - 31 October 2008

Le conseil d'administration / Bestyrelsen for / The Board of Directors of the Continuing Company:

Thierry Fleming / Claude Schmitz / Guy Hornick

Le conseil de direction de / Direktionen for / The Management Board of the Discontinuing Company

Jørgen Kvist Hansen / Mathieu Vincent Henri-François Pouletty

RAPPORT DE FUSION / FUSIONSREDEGØRELSE / MERGER REPORT

Pour la fusion entre / For fusionen mellem / for the merger between

Dybet ApS

CVR-nr. / CVR No. 31048966 Frederiksgade 21, 1 1265 København K

et / og / and

Berg Holding SA

RCS Luxembourg B n ° 97647

avec siège social au 11A, bld. Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Le conseil d'administration de Berg Holding SA et le conseil de direction de Dybet ApS établissent par les présentes le projet de fusion entre Berg Holding S.A. comme société absorbante (la Société absorbante) et Dybet ApS comme société absorbée («la Société absorbée»).

(La Société absorbante et la Société absorbée, ci-après dénommée collectivement «les sociétés fusionnantes»).

La fusion sera opérée sur base de la directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil (la "Directive").

La base de la loi luxembourgeoise sur les sociétés pour les fusions est la Directive et pour la société absorbante, les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915 telle que modifiée ("LLAW"). La loi danoise sur les sociétés pour les fusions est la directive et les dispositions du chapitre 15 et 15A de la loi danoise sur les sociétés (649/2006) ("DCA") cf. Chapitre 10A du Danish Private Company Act.

Les conseils d'administration/ Conseil de direction (selon le cas) de chaque société fusionnante sont invités à émettre un rapport de direction dans le cadre de la présente fusion. Cependant, les conseils d'administration / Conseil de direction des Sociétés Fusionnantes émettront des rapports de direction identiques; Ainsi, ces rapports ont été annexés aux présentes («Le Rapport»).

1 Les Sociétés Fusionnantes

Les Sociétés Fusionnantes appartiennent au même groupe de sociétés de telle sorte que la Société absorbante détient 100 % du capital de la Société absorbée.

2 Aspects légaux et économiques de la fusion

La fusion est réalisée au Luxembourg, lorsque sont intervenues les décisions concordantes au sein des sociétés fusionnantes. Elle prendra effet à l'égard des tiers par la publication, laquelle interviendra après l'enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois. A compter de cette date, tous les droits et obligations de la Société absorbée seront transférés à la Société absorbante et la Société absorbée cessera d'exister.

Les engagements de la Société absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme ayant été ceux de la Société absorbante à compter du 31 octobre 2008.

3 Conséquences de la fusion pour les actionnaires des sociétés fusionnantes

La Société absorbée cessera d'exister lorsque la fusion deviendra juridiquement effective.

Aucune contrepartie ne sera attribuée à l'actionnaire de la Société absorbée

4 Conséquences de la fusion pour les créanciers des Sociétés Fusionnantes

Les créanciers de la Société Absorbante sont protégés par les dispositions de la loi luxembourgeoise, plus spécialement de l'article 268

Les droits des créanciers de la société absorbante sont déterminés par l'article 268 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés. Les créanciers de la Société absorbante dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion, peuvent dans les 2 mois de cette publication, demander au magistrat président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Des informations exhaustives sur ces modalités peuvent être obtenues sans frais au siège social de la Société absorbante plus amplement spécifiés sous le point 1 du projet de fusion.

Les créanciers de la Société absorbée sont protégés par les dispositions de la loi sur les sociétés danoises («DCA»). Dans un rapport d'expert indépendant daté du 7 novembre 2008 émis par BDO ScanRevision conformément à l'article 134c:4, il est établi que les créances des créanciers de la Société absorbée sont suffisamment garanties après la fusion

Lorsque la fusion deviendra juridiquement effective, la Société absorbante prendra à sa charge les engagements de la Société absorbée et sera pleinement responsable de l'exécution de ses engagements.

5 Conséquences de la fusion sur les employés des sociétés fusionnantes

La société absorbée n'a pas de salariés outre les membres du conseil de direction au jour de la signature des présentes.

Les membres du conseil de direction démissionneront de leur fonction à la date où la fusion prendra effet.

Les droits et obligations de la Société absorbante issus des contrats de travail ou de relation de travail et existant à la date où la fusion prendra effet ne seront pas affectés par la fusion.

A ce jour il n'existe aucun engagement ou autre mesure affectant le nombre ou les conditions des employés en lien avec la fusion.

Bestyrelsen i Berg Holding SA og Direktionen i Dybet ApS opretter herved denne fusionsredegørelse for fusionen mellem Berg Holding SA som det fortsættende selskab ("det Fortsættende Selskab") og Dybet ApS som det ophørende selskab ("det Ophørende Selskab").

(Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab herefter tilsammen kaldet "de Fusionerende Selskaber").

Fusionen skal gennemføres i overensstemmelse med og på grundlag af Europa-Parlamentets og Rådets Direktiv 2005/56/EF af 26. oktober 2005 ("Direktivet").

Det luxembourgske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og for så vidt angår det Fortsættende Selskab af artikel 257 og den luxembourgske selskabslov af 19. august 1915 med senere ændringer ("LLAW"). Det danske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og den danske aktieselskabslovs kap. 15 og 15 A (lovbekendtgørelse nr. 649 af 15. juni 2006) ("A/S-loven"), jf. den danske anpartsselskabslovs kap. 10 A.

Bestyrelsen / Direktionen i hver af de Fusionerende Selskaber er forpligtet til at udarbejde en skriftlig redegørelse om den foreslåede fusion. Idet Bestyrelsens / Direktionens redegørelse for hver af de Fusionerende Selskaber vil være enslydende, er disse redegørelser samlet i denne fælles redegørelse ("Fusionsredegørelse").

1 De Fusionerende Selskaber

De Fusionerende Selskaber er koncernforbundne, idet det Fortsættende Selskab ejer hele anpartskapitalen i det Ophørende Selskab.

2 Fusionens juridiske og økonomiske aspekter

Fusionen er gennemført i Luxembourg, når overensstemmende beslutninger er truffet af de Fusionerende Selskaber. Den har virkning over for tredjemand, når den er offentliggjort, hvilket sker, når den er registreret hos registreringsmyndigheden i Luxembourg (le "Registre du Commerce et des Sociétés"). Samtlige det Ophørende Selskabs aktiver og forpligtelser vil med virkning fra denne dato overgå til det Fortsættende Selskab, og det Ophørende Selskab vil ophøre.

Det Ophørende Selskabs dispositioner anses regnskabsmæssigt for foretaget for det Fortsættende Selskab pr. 31. oktober 2008.

3 Fusionens virkning for aktionærerne i de Fusionerende Selskaber

Det Ophørende Selskab ophører med at eksistere ved fusionens endelige gennemførelse.

Der skal ikke betales vederlag til anpartshaveren i det Ophørende Selskab.

4 Fusionens virkning for de Fusionerende Selskabers kreditorer

Kreditorerne i det Fortsættende Selskab beskyttes af bestemmelserne i den luxembourgske selskabslovgivning nærmere bestemt artikel 268.

Det Fortsættende Selskabs kreditorers rettigheder følger af § 268 i Luxembourgs selskabslovgivning. Det Fortsættende Selskabs kreditorer, hvis krav ligger forud for offentliggørelsen af de dokumenter, hvori fusionen vedtages, har ret til inden 2 måneder efter offentliggørelsen at anmode retsformanden for den afdeling ved retten i Luxembourg, der behandler erhvervsretlige sager om ved hastesags behandling at stille sikkerhed for sådanne krav, forfaldne som uforfaldne, for det tilfælde, at fusionen vil forringe disse kreditorers sikkerhed for at blive fyldestgjort. Yderligere detaljerede oplysninger kan indhentes uden omkostninger på det Fortsættende Selskabs kontor som anført under punkt 1 i fusionsplanen.

Kreditorerne i det Ophørende Selskab beskyttes af A/S-lovens bestemmelser. I en uvildig vurderingsmands erklæring dateret den 7. november 2008 udarbejdet af BDO ScanRevision i overensstemmelse med A/S-lovens § 134c, stk. 4, anføres det, at kreditorerne i det Ophørende Selskab antages at være tilstrækkeligt sikrede efter fusionen.

Ved fusionens endelige gennemførelse overtager det Fortsættende Selskab det Ophørende Selskabs gældsforpligtelser og hæfter herefter for betalingen af disse gældsforpligtelser.

5 Fusionens følger for medarbejderne i de Fusionerende Selskaber

Foruden direktionens medlemmer har det Ophørende Selskab ingen ansatte på tidspunktet for underskrivelsen af fusionsplanen.

Direktionens medlemmer vil fratræde deres stillinger ved fusionens gennemførelse.

Det Fortsættende Selskabs rettigheder og forpligtelser i henhold til ansættelseskontrakter eller i forbindelse med ansættelsesforhold på datoen for fusionens endelige gennemførelse, vil ikke blive påvirket af fusionens gennemførelse.

Der er ikke i forbindelse med fusionen planlagt nogen ansættelser eller andre tiltag, som kan indvirke på antallet af ansatte eller ansættelsesforholdene i det Fortsættende Selskab.

The Board of Directors of Berg Holding SA and the Board of Management of Dybet ApS hereby establishes this plan for the merger between Berg Holding SA as the continuing company ("the Continuing Company") and Dybet ApS as the discontinuing company ("the Discontinuing Company").

(The Continuing Company and the Discontinuing Company hereinafter collectively referred to as "the Merging Companies"),

The merger is to be carried out in accordance with and on the basis of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council (the "Directive").

The Luxembourg corporate law basis for the merger is the Directive and with respect to the Continuing Company, the articles 257 and following of Luxembourg Company Law of August 19, 1915 as amended ("LLAW"). The Danish corporate law basis for the merger is the Directive and the provisions of chapter 15 and 15 A of the Danish Companies Act (649/2006) ("DCA"), cf. chapter 10A of the Danish Private Company Act.

The Boards of Directors / Board of Management (as the case may be) in each of the Merging Companies are required to issue a separate report of the management regarding the proposed merger. However, the Boards of Directors / Board of Management of the Merging Companies will issue identical reports of the management; as a result these reports have been consolidated in this joint report ("Report").

1 The Merging Companies

The Merging Companies belong to the same group of companies as the Continuing Company owns the entire share capital of the Discontinuing Company.

2 Legal and economic aspects of the merger

The merger is realized in Luxembourg when the congruent decisions have been taken by the Merging Companies. It takes effect vis-à-vis third parties by its publication that occurs after it has been registered with the Register of Commerce and Company in Luxembourg. As from that date all rights and liabilities of the Discontinuing Company will transfer to the Continuing Company and the Discontinuing Company ceases to exist.

The transactions of the Discontinuing Company will be treated for accounting purposes as being those of the Continuing Company as from 31 October 2008..

3 Implications of the merger for the shareholders of the Merging Companies

The Discontinuing Company ceases to exist when the merger becomes legally effective.

There will be no consideration to the shareholder of the Discontinuing Company.

4 Implications of the merger for the creditors of the Merging Companies

The creditors of the Continuing Company are protected by the provisions of the Luxembourg Law, in particular by article 268.

The rights of the creditors of the Continuing Company are determined by article 268 of Luxembourg Company Law. The creditors of the Continuing Company whose claims are dated prior to the date of publication of the deeds deciding the merger have within 2 months of said publication, the right to ask the magistrate presiding the commercial chamber of the Circuit Court in Luxembourg as an urgent matter to issue guarantees in respect of claims due or not due, in case the operation was to reduce their guaranty of reimbursement. Further detailed information can be obtained without costs at the registered office of the Continuing Company indicated under 1. of the merger plan.

The creditors of the Discontinuing Company are protected by the provisions of the DCA. In an independent expert's statement dated on 7 November 2008 issued by BDO ScanRevision in accordance with DCA 134c:4, it is stated that the claims of the creditors in Discontinuing Company are expected to be sufficiently secured after the merger.

When the merger becomes legally effective, the Continuing Company will take over the liabilities of the Discontinuing Company and be fully liable for the payment of the liabilities.

5 Implications of the merger for the employees of the Merging Companies

In addition to the members of the Board of Management, the Discontinuing Company does not have any employees at the time of signing of the merger plan.

The members of the Board of Management will resign their positions at the date on which the merger takes effect.

The rights and liabilities of the Continuing Company arising from contracts of employment or from employment relationships and existing at the date on which the merger takes effect, will not be affected by the merger.

No employee appointments or other measures affecting the number of employees or employment conditions have been planned in connection with the merger in of the Continuing Company.

Le conseil d'administration / Bestyrelsen for / The Board of Directors of the Continuing Company:

Thierry Fleming / Claude Schmitz / Guy Hornick

Le conseil de direction de / Direktionen for / The Management Board of the Discontinuing Company

Jørgen Kvist Hansen / Mathieu Vincent Henri-Francois Pouletty

APPENDIX 1

BERG HOLDING S.A.

L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri

CONSTITUTION

du 17 décembre 2003 numéro 13.731

L'an deux mille trois, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Claude SCHMITZ, Conseil Fiscal, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bd de la Foire.
- 2) Monsieur Edmond RIES, Expert Comptable, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, Bd de la Foire,

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société luxembourgeoise, sous forme de société anonyme holding. Elle existera sous la dénomination de "BERG HOLDING S.A."

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger sur résolution du Conseil ou sur déclaration d'une personne dûment autorisée à ce effet par le Conseil. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera de nationalité luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut en particulier emprunter avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations, de certificats de dépôts, de bons de caisse et d'autres titres dans les limites fixées par la loi et les règlements; elle peut également accorder des prêts ou des garanties à des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts directs.

La société peut participer à la création et au développement de toutes sociétés filiales et leur prêter tous concours par voie de prêts à court ou à long termes, avances, garanties ou de toute autre manière.

La société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, tout en restant, en ce qui concerne les prêts et en général toutes ses opérations, dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées: sur les sociétés commerciales.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à 31.000 € (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de 100 € (cent euros) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le Conseil pourra verser des acomptes sur dividendes avec l'approbation du Commissaire aux comptes sous l'observation des règles y relatives.

Art. 6. Le capital autorisé est fixé à € 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros), représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions d'une valeur nominale de € 100,- (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin à partir de la date de la publication des présents statuts au 'Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter, en une fois ou en tranches successives et en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration, être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société ou même, en cas d'autorisation adéquate de l'assemblée ayant décidé la constitution de ces réserves ou primes, par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue. Cette modification sera constatée et publiée conformément à la loi par le Conseil qui prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires à cet effet.

Art. 7. La société peut racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été amendé par la loi du 24 avril 1983.

Administration - Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les sociétés peuvent faire partie du Conseil.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps. Ils sont rééligibles.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

Art. 9. Le conseil d'administration désignera un président parmi ses membres. Il peut élire un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement du président ou d'un vice-président, un administrateur est désigné par le Conseil pour le remplacer.

Art. 10. En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion. Le mandat de l'administrateur ainsi nommé cessera à l'époque où aurait pris fin celui de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 11. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou d'un vice-président, ou de deux administrateurs.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation. Toutes les réunions du Conseil seront tenues conformément aux règles établies par le Conseil à sa seule discrétion.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés peuvent émettre leur vote par écrit ou même par télégramme. Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter aux délibérations et de voter en leur nom, à un autre membre du conseil, sans qu'un administrateur puisse représenter plus d'un de ses collègues. Dans l'un comme l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des votes émis. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 12. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par un administrateur et une personne à ce désignée par le Conseil

Art. 13. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par la loi ou par les présents statuts, est de sa compétence.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, passer tous actes et tous contrats en vue de la réalisation de l'objet social de la société; faire tous apports, transferts et souscriptions, participer à toutes sociétés, associations, participations ou engagement financiers relatifs à ces opérations; recueillir toutes sommes dues à la société, en donner valable quittance, faire autoriser tous retraits et transferts de fonds, revenus, créances et litres appartenant à la société. Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, y compris par voie d'obligations, avec ou sans garantie; accorder toute sûretés et compromis, créer et accepter toute hypothèque ou autre garantie, avec ou sans clause d'exécution forcée; renoncer à tout privilège, droit et hypothèques, actions résolutoires et droits réels général; accorder mainlevée avec ou sans paiement de toute inscription de privilège et d'hypothèque ainsi que toute injonction de paiement, transcription, saisies, oppositions ou autres empêchements de quelque nature qu'ils soient; accorder mainlevée de toute inscription d'office le toute avec ou sans paiement.

Le Conseil représente la société vis-à-vis des tiers, autorités et administrations, et fera toute procédure devant toute juridiction comme demandeur ou défendeur, obtiendra tous jugements, décisions et arrêts et les fera exécuter, transige et conclut tous compromis en toute matière dans l'intérêt de la société.

Art. 14. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, à des administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés, nommés et révoqués par le conseil

d'administration qui fixe leurs attributions. Lorsque la délégation est faite à un membre du conseil, l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.

A l'égard des tiers, la société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les tiers délégués du conseil n'engageront la société à l'égard des tiers que conformément aux mandats spéciaux et explicites leur conférés par le conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Assemblées générales

Art. 16. L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit le deuxième mardi du mois de juillet à 10.00 heures, et pour la première fois en 2005 dans la commune ou se trouve le siège social, soit à ce dernier, soit à l'endroit indiqué dans les convocations. Dans le cas où ce jour serait un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Pour les besoins de ces statuts, un jour ouvrable signifie un jour d'ouverture des banques à Luxembourg.

Art. 17. Les assemblées seront convoquées de la manière indiquée dans la loi luxembourgeoise. Les avis de convocation pour toute assemblée générale devront remplir les exigences imposées par la loi quant à leur contenu et leur publication.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés, une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut avoir lieu sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire même non actionnaire. La forme des pouvoirs doit être admise par le conseil d'administration,

Art. 18. L'assemblée générale dispose de l'affectation et de la distribution du bénéfice net; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou pour ratifier les opérations de la société, donner décharge au conseil d'administration et au commissaire, procéder aux nominations ou aux renouvellements des mandats et pour approuver les bilans et comptes de pertes et profits qui lui sont soumis par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales réunies extraordinairement prendront leurs décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Année sociale

Art. 19. L'année sociale commence le premier octobre et finit le trente septembre de chaque année. Le premier exercice toutefois commencera le jour de la constitution de la société pour prendre fin le 30 septembre 2004.

Chaque année et pour la première fois en 2005, le conseil d'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits de la société, conformément aux règles comptables prescrites par la loi luxembourgeoise.

Art. 20. L'assemblée générale entendra les rapports des administrateurs et des commissaires et discutera le bilan. Après approbation du bilan, l'assemblée générale des actionnaires adoptera par un vote spécial la déchargé à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Art. 21. L'excédent tel qu'il résulte des Comptes, défalcation faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social. L'affectation du solde bénéficiaire sera déterminée annuellement par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Conseil d'Administration.

Cette affectation peut comprendre la distribution de dividendes, la création ou le maintien de fonds de réserve, de provisions et un report à nouveau.

Tout dividende fixé sera payable au lieu et place que le Conseil fixera. L'assemblée générale peut autoriser le conseil à payer les dividendes en toute devise, et, à sa seule discrétion, fixer le taux de conversion des dividendes dans la monnaie de paiement effectif.

Généralités

Art. 22. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, seront d'application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

	Actions
1. M. Claude SCHMITZ	200
2. M. Edmond RIES	110
TOTAL	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR. 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Declaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille cinq cents euros (EUR. 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

M. Thierry FLEMING, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 24 juillet 1948, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bd de la Foire.

M. Claude SCHMITZ, Conseil Fiscal, né à Luxembourg, le 23 septembre 1955, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bd de la Foire.

M. Guy HORNICK, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 29 mars 1951, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bd de la Foire.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société AUDIEX S.A., avec siège social à Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B et le numéro 65.469.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expirera après l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2009.

5. Le siège social de la société est fixé 11A, bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Schmitz, Ries, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2008, Volume 141S, Folio 76, Case 6. - Reçu: € 310,- (trois cent dix Euro).

Le Receveur (signé): Joseph MULLER.

Pour expédition conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 décembre 2003.

Paul BETTINGEN.

APPENDIX 2

Dybet ApS

CVR-NR. 31 04 89 66

CVR NO. 31 04 89 66

PERIODEREGNSKAB

INTERIM ACCOUNTS

2. november 2007 - 31. oktober 2008

2 November 2007 - 31 October 2008

Perioderegnskabet er fremlagt og godkendt på selskabets ordinære generalforsamling

The Interim Accounts has been presented and adopted at the Company's Annual General Meeting

14/11/2008.

Signature / Signature

Dirigent / Chairman of the meeting

Selskabsoplysninger

Company Details

Selskabet

The Company

Dybet ApS

Frederiksgade 21,1.

1265 København K

CVR.: 31 04 89 66

Stiftet: 2. november 2007

Incorporated: 2 November 2007

Regnskabsår: 1. januar - 31. december

Financial year: 1 January -31 December

Hjemstedskommune: København

Municipality of domicile: Copenhagen

Direktion

Management board

Mr. Jørgen Kvist Hansen

Mr. Mathieu Pouletty

Revisor

Auditor

BDO ScanRevision

Statsautoriseret revisionsaktieselskab

Havneholmen 29

1561 København V

Ledelsespåtegning

Direktionen har dags dato aflagt og godkendt perioderegnskabet for regnskabsåret 2. november 2007 - 31. oktober 2008 for Dybet ApS.

Perioderegnskabet er aflagt i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Vi anser den valgte regnskabspraksis for hensigtsmæssig, således at perioderegnskabet, efter vor opfattelse, giver et retvisende billede af selskabets aktiver og passiver, finansielle stilling samt resultat.

Perioderegnskabet indstilles til generalforsamlingens godkendelse.

Statement by Board of Management on the Annual Report

The Management Board has today considered and adopted the Interim Accounts of Dybet ApS for the financial year 2 November 2007 -31 October 2008.

The Interim Accounts was prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act.

We consider the accounting policies applied to be appropriate, and in our opinion, the Interim Account presents fairly, in all material respects, the assets, liabilities, financial position and results of operations.

We recommend that the Interim Accounts be adopted at the Annual General Meeting

København, den 7. november 2008. / Copenhagen 7 November 2008.

Mr Jørgen Kvist Hansen / Mr Mathieu Pouletty

Direktion / Management board

*Den uafhængige revisors påtegning**Til anpartshaverne i Dybet ApS.*

Vi har revideret perioderegnskabet for Dybet ApS for regnskabsåret 2. november 2007 - 31. oktober 2008, omfattende ledelsespåtegning, anvendt regnskabspraksis, resultatopgørelse, balance og noter.

Perioderegnskabet aflægges efter årsregnskabsloven.

Ledelsens ansvar for perioderegnskabet

Ledelsen har ansvaret for at udarbejde og aflægge en perioderegnskabet, der giver et retvisende billede i overensstemmelse med årsregnskabsloven. Dette ansvar omfatter udformning, implementering og opretholdelse af interne kontroller, der er relevante for at udarbejde og aflægge et perioderegnskab, der giver et retvisende billede uden væsentlig fejlinformation, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl, samt valg og anvendelse af en hensigtsmæssig regnskabspraksis og udøvelse af regnskabsmæssige skøn, som er rimelige efter omstændighederne.

Revisors ansvar og den udførte revision

Vort ansvar er at udtrykke en konklusion om perioderegnskabet på grundlag af vor revision. Vi har udført vor revision i overensstemmelse med danske revisionsstandarder. Disse standarder kræver, at vi lever op til etiske krav samt planlægger og udfører revisionen med henblik på at opnå høj grad af sikkerhed for, at perioderegnskabet ikke indeholder væsentlig fejlinformation.

En revision omfatter handlinger for at opnå revisionsbevis for de beløb og oplysninger, der er anført i perioderegnskabet. De valgte handlinger afhænger af revisors vurdering, herunder vurderingen af risikoen for væsentlig fejlinformation i perioderegnskabet, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl. Ved risikovurderingen overvejer revisor interne kontroller, der er relevante for virksomhedens udarbejdelse og aflæggelse af et perioderegnskab, der giver et retvisende billede, med henblik på at udforme revisionshandling, der er passende efter omstændighederne, men ikke med det formål at udtrykke en konklusion om effektiviteten af virksomhedens interne kontrol. En revision omfatter endvidere stillingtagen til, om den af ledelsen anvendte regnskabspraksis er passende, om de af ledelsen udøvede regnskabsmæssige skøn er rimelige, samt en vurdering af den samlede præsentation af perioderegnskabet.

Det er vor opfattelse, at det opnåede revisionsbevis er tilstrækkeligt og egnet som grundlag for vor konklusion.

Revisionen har ikke givet anledning til forbehold.

Konklusion

Det er vor opfattelse, at perioderegnskabet giver et retvisende billede af selskabets aktiver, passiver og finansielle stilling pr. 31. oktober 2008 samt af resultatet af selskabets aktiviteter for regnskabsåret 2. november 2007 - 31. oktober 2008 i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Independent Auditor's Report

To the Shareholders of Dybet ApS.

We have audited the Interim Accounts of Dybet ApS for the period 2 November 2007 - 31 October 2008, which comprises the Statement of the Board of Management on the Annual Report, Management's Review, accounting policies, the income statement, balance sheet and notes.

The Interim Accounts has been prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act

The Board of Management's Responsibility for the Interim Accounts

The Board of Management are responsible for the preparation and fair presentation of this Interim Accounts in accordance with the Danish Financial Statements Act. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of an Interim Accounts that is free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility and Basis of Opinion

Our responsibility is to express an opinion on this Interim Accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with Danish Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the Interim Accounts is free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the Interim Accounts. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the Interim Accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the Interim Accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Management, as well as evaluating the overall presentation of the Interim Accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Our audit has not resulted in any qualification.

Opinion

In our opinion, the Interim Accounts gives a true and fair view of the company's financial position at 31 October 2008 and of the results of the company's operations for the financial year 2 November 2007 - 31 October 2008 in accordance with the Danish Financial Statements Act.

København, den 7. november 2008. / Copenhagen 7 November 2008.

BDO ScanRevision

Statsautoriseret revisionsaktieselskab

Ole Christian

Nielsen Statsautoriseret revisor / State Authorised Public Accountant

136396

Ledelsesberetning

Hovedaktiviteter

Selskabets aktivitet består i at eje og administrere udlejningsejendom i Frankrig.

Udviklingen i aktiviteter og økonomiske forhold

Selskabet indgår i fusion 31. oktober 2008.

Begivenheder efter regnskabsårets afslutning

Selskabet har indgået aftale om grænseoverskridende fusion pr. 31. oktober 2008.

Herudover er der ikke indtruffet begivenheder efter regnskabsårets afslutning som kunne påvirke selskabets finansielle situation.

Anvendt regnskabspraksis

Regnskabsgrundlag

Perioderegnskabet for Dybet ApS for 2007/08 er aflagt i overensstemmelse med den danske årsregnskabslovs bestemmelser for virksomheder i regnskabsklasse B.

Generelt om indregning og måling

I resultatopgørelsen indregnes indtægter i takt med, at de indtjenes, herunder indregnes værdireguleringer af finansielle aktiver og forpligtelser. I resultatopgørelsen indregnes ligeledes alle omkostninger, herunder afskrivninger og nedskrivninger.

Aktiver indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil tilflyde selskabet, og aktivets værdi kan måles pålideligt.

Ved første indregning måles aktiver og forpligtelser til kostpris. Efterfølgende måles aktiver og forpligtelser som beskrevet for hver enkelt regnskabspost nedenfor.

Forpligtelser indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil fragå selskabet, og forpligtelsens værdi kan måles pålideligt.

Visse finansielle aktiver og forpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvorved der indregnes en konstant effektiv rente over løbetiden. Amortiseret kostpris opgøres som oprindelig kostpris med fradrag af eventuelle afdrag samt tillæg/fradrag af den akkumulerede amortisering af forskellen mellem kostpris og nominelt beløb.

Ved indregning og måling tages hensyn til forudsigelige tab og risici, der fremkommer inden årsrapporten aflægges, og som be- eller afkræfter forhold, der eksisterede på balancedagen.

Den regnskabsmæssige værdi af immaterielle og materielle anlægsaktiver gennemgås årligt for at afgøre, om der er indikation af værdiforringelse ud over det, som udtrykkes ved normal afskrivning. Hvis dette er tilfældet, foretages nedskrivning til den lavere genindvindingsværdi

Valuta

Årsrapporten er aflagt i EUR. Mellemværende i udenlandsk valuta er indregnet til balancedagens valutakurs. Realiserede såvel som urealiserede kursreguleringer indgår i resultatopgørelsen.

Resultatopgørelsen

Andre eksterne omkostninger

Andre eksterne omkostninger omfatter omkostninger til distribution, salg, reklame, administration, lokaler, tab på debitorer, operationelle leasingomkostninger mv.

Finansielle poster

Finansielle indtægter og -omkostninger indregnes i resultatopgørelsen med de beløb, der vedrører regnskabsåret. Finansielle poster omfatter renteindtægter og -omkostninger, finansielle omkostninger ved finansiell leasing, realiserede og urealiserede kursgevinster og -tab vedrørende værdipapirer, gæld og transaktioner i fremmed valuta, amortisering af finansielle aktiver og forpligtelser samt tillæg og godtgørelse under acontoskatteordningen mv.

Skat af årets resultat

Årets skat, som består af årets aktuelle skat og forskydning i udskudt skat, indregnes i resultatopgørelsen med den del, der kan henføres til årets resultat, og direkte på egenkapitalen med den del, der kan henføres til posteringer direkte på egenkapitalen.

Balancen

Materielle anlægsaktiver

Materielle anlægsaktiver måles til kostpris med fradrag af akkumulerede afskrivninger.

Der afskrives ikke på grunde.

Der forventes lineære afskrivninger baseret på en vurdering af aktivernes forventede brugstid på op til 20 år.

Aktiver med en kostpris på under EUR 1595, pr. enhed indregnes som omkostninger i resultatopgørelsen i anskaffelsesåret

Fortjeneste eller tab ved afhændelse af materielle anlægsaktiver opgøres som forskellen mellem salgspris med fradrag af salgsmkostninger og den regnskabsmæssige værdi på salgstidspunktet. Fortjeneste eller tab indregnes i resultatopgørelsen under afskrivninger.

Tilgodehavender

Tilgodehavender måles til amortiseret kostpris. Værdien reduceres med nedskrivning til imødegåelse af forventede tab.

Skyldig skat og udskudt skat

Aktuelle skatteforpligtelser og tilgodehavende aktuel skat indregnes i balancen som beregnet skat af årets skattepligtige indkomst reguleret for skat af tidligere års skattepligtige indkomster samt for betalte acontoskatter.

Udskudt skat måles af midlertidige forskelle mellem regnskabsmæssig og skattemæssig værdi af aktiver og forpligtelser.

Udskudte skatteaktiver, herunder skatteværdien af fremførselsberettiget skattemæssigt underskud, måles til den værdi, hvortil aktivet forventes at kunne realiseres, enten ved udligning i skat af fremtidig indtjening, eller ved modregning i udskudte skatteforpligtelser inden for samme juridiske skatteenhed.

Udskudt skat måles på grundlag af de skatteregler og skattesatser, der med balancedagens lovgivning vil være gældende, når den udskudte skat forventes udløst som aktuel skat. For indeværende år er anvendt en skattesats på 25%.

Finansielle gældsforpligtelser

Finansielle forpligtelser indregnes ved låneoptagelse til det modtagne provenu med fradrag af afholdte låneomkostninger. I efterfølgende perioder måles de finansielle forpligtelser til amortiseret kostpris svarende til den kapitaliserede værdi ved anvendelse af den effektive rente, således at forskellen mellem proventuet og den nominelle værdi indregnes i resultatopgørelsen over låneperioden.

Øvrige gældsforpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvilket sædvanligvis svarer til nominal værdi.

Omregning af fremmed valuta

Transaktioner i fremmed valuta omregnes til transaktionsdagens kurs. Valutakursdifferencer, der opstår mellem transaktionsdagens kurs og kursen på betalingsdagen, indregnes i resultatopgørelsen som en finansiel post. Hvis valutapositioner anses for sikring af fremtidige pengestrømme, indregnes værdireguleringerne direkte på egenkapitalen.

Tilgodehavender, gæld og andre monetære poster i fremmed valuta, som ikke er afregnet på balancedagen, omregnes til balancedagens valutakurs. Forskelle mellem balancedagens kurs og transaktionsdagens kurs indregnes i resultatopgørelsen under finansielle indtægter og omkostninger.

Management Review

Principal activities

The Company operates in the area of owning and administrate a rental property in France.

Development in the activities and financial affairs

The company will be merged as per 31 October 2008.

Events after the financial year-end

The company has entered into an agreement of a cross-border merger as per 31 October 2008.

Beside that no events have occurred after the end of the financial year that could have a material impact on the company's financial position.

Accounting Policies

Basis of accounting

The Interim Accounts of Dybet ApS for 2007/08 has been prepared according to the provisions of the Danish Financial Statements Act for companies in reporting class B.

Basis of opinion

In the income statement, all income is recognised as it is earned, including value adjustments of financial assets and liabilities. Similarly, all costs are recognised as they accrue, including depreciation, amortisation and write-down.

Assets are recognised in the balance sheet when it is probable that future economic benefits attributable to the asset will flow to the company and the value of the asset can be measured reliably.

Assets and liabilities are initially measured at cost. Subsequently, assets and liabilities are measured as described for each item below.

Liabilities are recognised in the balance sheet when it is probable that there will be an outflow of future economic benefits from the company and the value of the liability can be measured reliably.

Certain financial assets and liabilities are measured at amortised cost, which involves the recognition of a constant effective yield to maturity. Amortised cost is calculated as original cost less repayments, and with the addition/deduction of the accumulated amortisation of the difference between cost and the nominal amount payable upon maturity.

Recognition and measurement take into account all circumstances, including anticipated risks and losses, arising before the preparation of the annual report, which confirm or invalidate circumstances existing at the balance sheet date.

The booked value on the intangible fixed assets and the tangible assets is yearly reviewed to determine if there is any indication for impairment besides the normal depreciation. In cases where there is a lower value an impairment charge will be booked to reconcile to the recoverable amount.

Currency

The annual account has been prepared in EUR. Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the exchange rate of the balance sheet date. Both realised and unrealised currency gains and losses are entered in the income statement.

Income statement

Other external expenses

Other external expenses comprise of costs related to distribution, sales, advertising, administration, rent, loss on debtors, leasing related to operations, etc.

Financial items

Financial Income and expenses and similar items are recognised in the income statement with the amounts relating to the financial year. The financial items comprise interest income and expenses, financial expenses in connection with finance leases, realised and unrealised exchange rate adjustments as well as non-deductible charges and allowances under the tax on account scheme.

Tax for the year

The tax for the year consists of the current tax and the deferred tax for the year. The tax in the profit/loss calculation is recognised in the income statement, whereas the tax directly relating to equity entries is taken directly to equity.

Balance sheet

Tangible assets

Tangible assets are measured at cost price less accumulated depreciation.

No depreciation is provided on land.

The depreciation is done per the straight-line method, based on an estimated useful life of the assets of 20 years.

Assets with a cost price below EUR 1595, are entered directly in the income statement at the time of purchase.

Gains or losses by sale of tangible assets are measured as the difference between the sales price deducted with the cost of sales and the booked value at the time of sale. Gains or losses are entered in the income statement under depreciation.

Receivables

Receivables are measured at amortised cost. The value will be reduced by the provision for bad debts.

Tax payable and deferred tax

Current tax liabilities and tax receivables are recognised in the balance sheet as calculated tax of taxable income for the financial year, adjusted for the tax paid in previous years and tax paid on account.

Deferred tax is measured on all temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the financial statements.

Deferred tax assets, including the tax value of tax loss carry-forwards, are measured at the value at which the asset is expected to be realised, either by elimination against tax on future earnings or by setoff against deferred tax liabilities within the same legal tax entity and jurisdiction.

Deferred tax is measured on the basis of the tax rules and tax rates effective by the balance sheet date when the deferred tax is expected (o crystallise as current tax. The applicable tax rate in the current year is 25%.

Financial debt

Financial liabilities are recognised at the time of the proceeds received net of transaction expenses incurred. In subsequent periods, the financial liabilities are measured at amortised cost equal to the capitalised value using the effective interest method, so that the difference between the proceeds and the nominal value is recognised in the income statement over the loan period.

Other liabilities are measured at amortised cost, which usually corresponds to the nominal value.

Translation policies

Transactions in foreign exchange are translated at the transaction date rates. Exchange rate adjustments arising between the transaction date rates and the rates at the date of payment are recognised under financial income and expenses in the income statement. When exchange rate transactions are considered as hedging of future cash flows, the adjustments are recognised directly in equity.

Receivables, payables and other monetary items in foreign exchange not settled at the balance sheet date are translated at the exchange rates at the balance sheet date. Differences between the exchange rates at the balance sheet date and the transaction date rates are recognised under financial income and expenses in the income statement.

RESULTATOPGØRELSE FOR 2. NOVEMBER 2007 - 31. OKTOBER 2008 / INCOME STATEMENT FOR 2 NOVEMBER
2007 - 31 OCTOBER 2008

	Note	2007/08 EUR
Andre eksterne omkostninger		
Other external expenses	1	-25.325
Driftsresultat		
Loss from Operations		-25.325
Afskrivninger		
Depreciation		-668.196
Resultat før finansielle poster		
Loss before financial income and expenses		-693.521
Indtægter af salg af grunde og bygninger		
Income from sale of land and buildings		86.535
Finansielle indtægter		
Financial income	2	5.079
Finansielle omkostninger		
Financial expenses	3	-644.111
Årets resultat før skat		
Loss for the year before taxation		-1.246.018
Skat af årets resultat		
Tax on profit for the year	8	0
ÅRETS RESULTAT		
LOSS FOR THE YEAR		-1.246.018
Resultat overført til næste år		
Retained earnings		<u>-1.246.018</u>
I alt		
Total		-1.246.018

BALANCE PR. 31. OKTOBER 2008 / BALANCE AS AT 31 OCTOBER 2008

	Note	2007/08 EUR
AKTIVER		
ASSETS		
Grunde og bygninger		
Land and buildings	4	35.500.000
Materielle anlægsaktiver i alt		
Tangible fixed assets		35.500.000
Tilgodehavender		
Due from third parties		1.497
Andre tilgodehavender		
Other current assets		4.312
Likvide beholdninger		
Cash at bank		755.557
Omsætningsaktiver i alt		
Total current assets		<u>761.366</u>
AKTIVER I ALT		
TOTAL ASSETS		36.261.366

BALANCE PR. 31. OKTOBER 2008 / BALANCE AS AT 31 OCTOBER 2008

PASSIVER		
EQUITY AND LIABILITIES	Note	2007/08 EUR
Anpartskapital		
Share capital	5	17.000
Reserve for opskrivning af grunde og bygninger		
Reserve for revaluation of land and buildings	6	23.612.982
Overført resultat		
Retained earnings	7	<u>-1.246.018</u>
Egenkapital i alt		
Total equity		22.383.964
Gæld til tredje part		
Debt to third party	9	<u>1.251.898</u>
Langfristede gældsforpligtelser i alt		
Total long-term liabilities		1.251.898
Gæld til tilknyttede virksomheder		
Liabilities to group companies		12.564.111
Leverandører af varer og tjenesteydelser		
Trade payables		60.801
Selskabsskat		
Corporation tax	8	0
Anden gæld		
Other debt		<u>592</u>
Kortfristet gæld i alt		
Total current liabilities		<u>12.625.504</u>
PASSIVER I ALT		
TOTAL LIABILITIES		36.261.366
Ejerforhold		
Ownership	10	
Eventualforpligtelser		
Contingent liabilities	11	

NOTER TIL PERIODEREGNSKABET / NOTES TO THE INTERIM ACCOUNTS

	2007/08 EUR
1 Ledelsesvederlag	
Management remuneration	
Direktionen har ikke modtaget vederlag og der var ingen ansatte i regnskabsåret.	
The management did not receive any remuneration and there were no employees.	
2 Finansielle indtægter	
Financial income	
Renter, bank	
Interest, bank	5.079
	5.079
3 Finansielle omkostninger	
Financial expenses	
Renter, tilknyttede virksomheder	
Interest, group companies	644.111
	644.111
4 Grunde og bygninger	
Land and buildings	
Saldo pr. 2. november 2007	
Balance as at 2 November 2007	0

Årets anskaffelser til kontantværdi	
Acquisitions during the year at cash value	13.173.679
Årets afgang til kontantværdi	
Disposals during the year at cash value	-618.465
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	12.555.214
Årets afskrivninger	
Depreciation charge for the year	668.196
Afskrivninger pr. 31. oktober 2008	
Depreciation as at 31 October 2008	668.196
Årets opskrivning	
Revaluation of the year	23.612.982
Opskrivninger pr. 31. oktober 2008	
Revaluation as at 31 October 2008	23.612.982
Regnskabsmæssigværdi pr. 31. oktober 2008	
Book value at 31 October 2008	35.500.000
5 Anpartskapital	
Share capital	
Saldo pr. 2. november 2007	
Balance as at 2 November 2007	17.000
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	17.000
Anpartskapitalen er registreret med EUR 17000, The registered share capital is EUR 17000,	
6 Reserve for opskrivning af grunde og bygninger	
Reserve for revaluation of land and buildings	
Saldo pr. 2. november 2007	
Balance as at 2 November 2007	0
Opskrivning i årets løb	
Revaluations during the year	23.612.982
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	23.612.982
7 Overført resultat	
Retained earnings	
Saldo pr. 2. november 2007	
Balance as at 2 November 2007	0
Overført jf. resultat anvendelsen	
Carried forward per allocation of profit	-1.246.018
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	-1.246.018
8 Skat	
Tax	
Aktuel skat	
Current tax	0
9 Langfristede gældsforpligtelser	
Long-term liabilities	
Gæld pr. 2. november 2007	
Liabilities as per 2 November 2007	0
Gæld pr. 31. oktober 2008	
Liabilities as per 31 October 2008	1.251.898
Afdrag næste år	
Repayment next year	0
Restgæld efter 5 år	
Debt outstanding after 5 years	1.251.898

10 Ejerforhold

Ownership

Følgende anpartshavere er noteret i Dybet ApS' anpartshaverfortegnelse som ejende minimum 5% af stemmerne eller anpartskapitalen:

The following shareholders are recorded in Dybet ApS' register of shareholders as owning more than 5% of the votes or the share capital:

Berg S.A.

11 a, bld. Du Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Luxembourg

11 Eventualforpligtelser

Contingent liabilities

Selskabet har ikke påtaget sig forpligtelser, udover hvad der følger af den ordinære drift.

The Company has not undertaken liabilities outside of the ordinary course of its business.

APPENDIX 3

BERG HOLDING S.A.

Société Anonyme

11A, boulevard du Prince Henri

L-1724 Luxembourg

RCS LUXEMBOURG B-97.647

COMPTES ANNUELS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

30 septembre 2008

BILAN 30 SEPTEMBRE 2008

(Exprimé en EUR)

<i>ACTIF</i>	2008	2007
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations financières (note 3)	12 392 454.20	0.00
Total Actif Immobilisé	12 392 454.20	0.00
ACTIF CIRCULANT		
Créances (note 4)		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	576 725.42	0.00
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		
Valeurs Mobilières (note 5)	8 999 993.31	0.00
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèque postaux, chèques et encaisse	0.00	22 347.76
Total Actif Circulant	9 576 718.73	22 347.76
COMPTE DE REGULARISATION	2 371.87	1 423.12
TOTAL DE L'ACTIF	21 971 544.80	23 770.88
<i>PASSIF</i>	2008	2007
CAPITAUX PROPRES (note 6)		
Capital souscrit	381 000.00	31 000.00
Résultats reportés	(8 365.87)	(2 241.24)
Résultat de l'exercice	(75 007.66)	(6 124.63)
Total Capitaux Propres	297 626.47	22 634.13
DETTES (note 7)		
Dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	12 673 918.33	1 136.75
Dont la durée résiduelle est supérieure à un an	9 000 000.00	0.00
Total Dettes	21 673 918.33	1 136.75
TOTAL DU PASSIF	21 971 544.80	23 770.88

COMpte DE PROFITS ET PERTES 30 SEPTEMBRE 2008

(Exprimé en EUR)

<i>CHARGES</i>	2008	2007
Corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant (note 8)	59 839.07	0.00

Autres charges d'exploitation	13 217.75	6 124.63
Corrections de valeur sur immobilisations financières (note 8)	274 999.00	0.00
Intérêts et charges assimilées	363 780.08	0.00
Autres impôts	110.00	0.00
Bénéfice de l'exercice	0.00	0.00
TOTAL DES CHARGES	711 945.90	6 124.63
<i>PRODUITS</i>		
	2008	2007
Produits d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé	599 844.22	0.00
Produits exceptionnels (note 9)	37 094.02	0.00
Perte de l'exercice	75 007.66	6 124.63
TOTAL DES PRODUITS	711 945.90	6 124.63

ANNEXES 30 SEPTEMBRE 2008

(Exprimé en EUR)

Note 1 - Généralités

BERG HOLDING S.A. (la «société») a été constituée le 17 décembre 2003 pour une durée illimitée sous forme de société anonyme holding. Son siège social est établi à Luxembourg.

La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et de licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Enfin la société pourra acquérir, détenir, donner en location et/ou éventuellement construire tout bien immobilier sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mars 2007 a décidé de transformer la société anonyme holding en société de participations financières.

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre.

En vertu de l'article n^o 313 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés.

Constat d'augmentation de capital en date du 30 avril 2008:

Le montant du capital était de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) il a été décidé de le porter à TROIS CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE EUROS (EUR 381.000,-), par la création de TROIS MILLE CINQ CENTS (3.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes,

*Note 2 - Principes, règles et méthodes comptables***2.1. Principes généraux**

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2. Principales règles d'évaluation*Conversion des devises*

La société tient sa comptabilité en euros (EUR), le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimées dans cette devise.

Titres de participations

Les parts dans les entreprises liées, les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation financières sont valorisés individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur les états financiers des sociétés à évaluer et/ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une correction de valeur est pratiquée lorsque la valeur estimée de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché à la date de clôture. L'évaluation est faite individuellement et sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles. Le prix d'acquisition des valeurs mobilières cédées est calculé sur base de la méthode du prix moyen pondéré.

Dettes

Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale

Note 3 - Immobilisations financières

	2008	2007
Prix d'acquisition, au début de l'exercice	0.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Augmentations	12 667 453.20	0.00
Cessions et remboursements		0.00
Prix d'acquisition, à la fin de l'exercice	12 667 453.20	0.00
Corrections de valeur, au début de l'exercice	0.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Dotations	-274 999.00	0.00
Reprises		0.00
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	-274 999.00	0.00
Valeur comptable nette, à la fin de l'exercice	12 392 454.20	0.00

L'indication du détail des participations prévu par l'article 65 (1) 2 ° de la loi du 19 décembre 2002, concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, a été omise en application de l'article 67 (1) b, puisqu'elle est de nature à porter gravement préjudice aux sociétés détenues

Note 4 - Créances

	2008	2007
Créances à moins d'un an	636 564.49	0.00
Corrections de valeur	(59 839.07)	0.00
	576 725.42	0.00

Note 5 - Valeurs mobilières

	2008	2007
Prix d'acquisition	8 999 993.31	0.00
Corrections de valeur	0.00	0.00
Valeur nette	8 999 993.31	0.00

Note 6 - Capitaux propres

Capital souscrit

Au 30 septembre 2008, le capital souscrit est fixé à EUR 381.000,- représenté par 3.810 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune.

Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5% affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

	Capital souscrit	Résultats reportés	Résultats de l'exercice
Situation au début de l'exercice	31 000.00	(2 241.24)	(6 124.63)
Augmentation de capital	350 000.00		
Affectation de l'exercice		(6 124.63)	6 124.63
Perte de l'exercice			(75 007.66)
Situation à la fin de l'exercice	381 000.00	(8 365.87)	(75 007.66)

Note 7 - Dettes

2008	Moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	TOTAL
Dettes envers des établissements de crédit	0.00	0.00	9 000 000.00	9 000 000.00
Autres dettes	12 673 918.33	0.00	0.00	12 673 918.33
	12 673 918.33	0.00	9 000 000.00	21 673 918.33

136405

2007	Moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	TOTAL
Autres dettes	1 136.75	0.00	0.00	1 136.75
	1 136.75	0.00	0.00	1 136.75

Note 8 - Corrections de valeur

	2008	2007
sur immobilisations financières	274 999.00	0.00
sur créances de l'actif circulant	59 839.07	0.00
	334 838.07	0.00

Note 9 - Résultats exceptionnels

	2008	2007
Produits exceptionnels:		0,00
Montants des intérêts s/ le prêt ECRE (rachat de la créance)	36.720,27	
Autres produits exceptionnels	373.75	

- ANNEXE BILAN-
au 30/09/2008

	Devise de capital: EUR	
	30/09/2008	30/09/2007
<i>ACTIF</i>		
C./III. - ACTIF IMMOBILISÉ / IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	12 392 454,20	0,00
2410-001, Participation DYBET APS 170/170 100%	27 000,00	0,00
2410-002, Participation STRASBOURG DAVID 1/250 0,4%	138,00	0,00
2410-03, Participation ECRE 3500/7000 50%	275 000,00	0,00
2410-04, Participation BROSSIER 10/100 10%	1,00	0,00
2410-999-03, Correction de valeur sur part. ECRE	-274 999,00	0,00
2440-001, Prêt à DYBET APS 6.050.000 € (Eurib 12m + 2%)	6 050 000,00	0,00
2440-002, Prêt à DYBET APS 570,000 € (Eurib 3m + 2%)	570 000,00	0,00
2440-003, Prêt à DYBET APS 5.300.000 € (Eurib 3m + 2%)	5 300 000,00	0,00
2440-004, Avance à BROSSIER 0%	444 999,00	0,00
2440-005, Avance à STRASBOURG DAVID 0%	314,20	0,00
2440-006, Prêt à ECRE 532.590 € (Eurib 12m)	532 590,00	0,00
2440-999-006, Correction de valeur sur prêt à part. ECRE	-532 589,00	0,00
D. /III. - ACTIF CIRCULANT/INTÉRÊTS À RECEVOIR SUR PRÊTS	576 725,42	0,00
4712-01, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS 6.050.000 €	370 907,01	0,00
4712-02, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS 570.000 €	25 369,34	0,00
4712-03, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS 5,300.000 €	180 448,07	0,00
4712-04, Intérêts à recevoir sur prêt ECRE 532.589 €	59 840,07	0,00
4712-999-04, Correction de valeur sur intérêts s/créance ECRE	-59 839,07	0,00
D./VII. - ACTIF CIRCULANT/VALEURS MOBILIÈRES	8 999 993,31	0,00
5031, Actions	8 999 993,31	0,00
D. / VIII. - ACTIF CIRCULANT/AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTE CHÈ- QUES POSTAUX, CHÈQUES ET ENCAISSE	0,00	22 347,76
5100-996, Banque, c/c en EUR	0,00	22 347,76
E. - COMPTES DE RÉGULARISATION	2 371,87	1 423,12
4791, Commissions payées d'avance	1 897,50	948,75
4795, Commission domiciliation payée d'avance	474,37	474,37
TOTAL DE L'ACTIF	21 971 544,60	23 770,88
<i>PASSIF</i>		
A./I. - CAPITAUX PROPRES/CAPITAL SOUSCRIT	381 000,00	31 000,00
1013, Capital souscrit	381 000,00	31 000,00
A./V - CAPITAUX PROPRES / RESULTATS REPORTÉS	-8 365,87	-2 241,24
1150, Résultats reportés	-8 365,87	-2 241,24
A. / VI. - CAPITAUX PROPRES / RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-75 007,66	-6 124,63
1250, Résultat de l'Exercice	-75 007,66	-6 124,63
D./I. - DETTES / C/C ACTIONNAIRES	12 120 001,00	0,00

4512, Compte courant des actionnaires	12 120 001,00	0,00
D./II. - DETTES / DETTES BANCAIRES	9 195 040,33	0,00
5100-996, Banque, c/c en EUR	195 040,33	0,00
5240-996, Avance bancaire SGBT 'Lombard' EUR (Ech 29.12.08)	9 000 000,00	0,00
D./III. - DETTES / INTÉRÊTS À PAYER SUR BANQUES	357 272,00	0,00
4761, Intérêts à payer sur avances	357 272,00	0,00
D./IV. - DETTES/CHARGES À PAYER	1 495,00	1 121,25
4678-1, Etablissement déclaration fiscale 2007 à payer	747,50	747,50
4678-2, Etablissement déclaration fiscale 2008 à payer	747,50	0,00
4680, Frais de publication à payer	0,00	373,75
D./V. - DETTES / IMPÔTS ET TAXES À PAYER	110,00	15,50
4418, Taxe d'abonnement à payer	0,00	15,50
4424-2008, Impôt s/ la fortune 2008 à payer	110,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	21 971 544,80	23 770,88

-ANNEXE COMPTE DE PROFITS ET PERTES -

pour la période du 01/10/2007 au 30/09/2008

	Devise de capital: EUR	
	30/09/2008	30/09/2007
<i>CHARGES</i>		
I. - CHARGES FINANCIÈRES	363 780,08	0,00
6111, Intérêts sur banques à vue	15,80	0,00
6121, Intérêts sur avance bancaire LOMBARD	357 272,00	0,00
6121-1, Intérêts sur avances bancaire SGBT	483,28	0,00
6140, Frais bancaires	9,00	0,00
6140-1, Commissions s/établissement des avances bancaires	6 000,00	0,00
II. - CHARGES D'EXPLOITATION	13 217,75	6 124,63
6215, Frais d'augmentation de capital	3 297,00	0,00
6239, Frais de gestion trimestriel	460,00	0,00
6242, Frais d'enregistrement	34,50	0,00
6243, Frais de publication	0,00	373,75
6249, Frais de domiciliation	1 897,50	1 423,13
6250, Commission de gestion	6 641,25	2 846,25
6262, Etablissement déclaration fiscale	747,50	747,50
6281, Frais de notaire	0,00	703,00
6290, Cotisation Chbre de Commerce	140,00	0,00
6330, Taxe d'abonnement	0,00	31,00
V. - IMPÔTS	110,00	0,00
6346, Impôts s/ la fortune	110,00	0,00
VII. - CORRECTIONS DE VALEURS SUR ÉLÉMENT D'ACTIF	334 838,07	0,00
6611, Correct. de valeur s/participation	274 999,00	0,00
6651, Correct. de valeur sur créances	23 118,80	0,00
6651-1, Correct. de valeur sur produits exceptionnels	36 720,27	0,00
TOTAL DES CHARGES	711 945,90	6 124,63
<i>PRODUITS</i>		
1. - PRODUITS PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT	599 844,22	
7122-01, Intérêts sur prêt DYBET APS 6.050.000 €	370 907,07	
7122-02, Intérêts sur prêt DYBET APS 570.000 €	25 369,34	
7122-03, Intérêts sur prêt DYBET APS 5.300.000 €	180 448,07	
7122-04, Intérêts sur prêt ECRE 532.590 €	23 119,80	
V. - PRODUITS EXCEPTIONNELS	37 094,02	
7785, Divers produits exceptionnels	373,75	
7785-1, Produit exceptionnel - Intérêts s/prêt ECRE	36 720,27	
PERTE DE L'EXERCICE	75 007,66	6 124,63
TOTAL DES PRODUITS	711 945,90	6 124,63

136407

APPENDIX 4

-BILAN DETAILLE-

au 31/10/2008

(Devise du capital: EUR)

ACTIF	31/10/2008	30/09/2008
C./III. ACTIF IMMOBILISÉ / IMMOBILISATIONS		
FINANCIÈRES	12 644 454,20	12 392 454,20
2410-001, Participation DYBET APS 170/170		
100%	En Dev. cap.EUR-> 27 000,00	27 000,00
.	EUR 27 000,00 27 000,00	27 000,00 27 000,00
2410-002, Participation STRASBOURG DAVID		
1/250 0,4%	En Dev. cap.EUR-> 138,00	138,00
.	EUR 138,00 138,00	138,00 138,00
2410-03, Participation ECRE 3500/7000 50% . . .	En Dev. cap.EUR-> 275 000,00	275 000,00
.	EUR 275 000,00 275 000,00	275 000,00 275 000,00
2410-04, Participation BROSSIER 10/100 10%		
.	En Dev. cap.EUR-> 1,00	1,00
.	EUR 1,00 1,00	1,00 1,00
2410-05, Participation ALB AUTOMOBILES 25%		
.	En Dev. cap.EUR-> 2 000,00	2 000,00
.	EUR 2 000,00 2 000,00	2 000,00 2 000,00
2410-999-03, Correction de valeur sur part. ECRE		
.	En Dev. cap.EUR-> -274 999,00	-274 999,00
.	EUR -274 999,00 -274 999,00	-274 999,00 -274 999,00
2440-001, Prêt à DYBET APS 6,050.000 € (Eurib		
12m + 2%)	En Dev. cap.EUR-> 6 050 000,00	6 050 000,00
.	EUR 6 050 000,00 6 050 000,00	6 050 000,00 6 050 000,00
2440-002, Prêt à DYBET APS 570.000 € (Eurib 3m		
+ 2%)	En Dev. cap.EUR-> 570 000,00	570 000,00
.	EUR 570 000,00 570 000,00	570 000,00 570 000,00
2440-003, Prêt à DYBET APS 5,300,000 € (Eurib		
3m + 2%)	En Dev. cap.EUR-> 5 300 000,00	5 300 000,00
.	EUR 5 300 000,00 5 300 000,00	5 300 000,00 5 300 000,00
2440-004, Avance à BROSSIER 0%	En Dev. cap.EUR-> 444 999,00	444 999,00
.	EUR 444 999,00 444 999,00	444 999,00 444 999,00
2440-005, Avance à STRASBOURG DAVID 0%		
.	En Dev. cap.EUR-> 314,20	314,20
.	EUR 314,20 314,20	314,20 314,20
2440-006, Prêt à ECRE 532,590 € (Eurib 12m)		
.	En Dev. cap.EUR-> 532 590,00	532 590,00
.	EUR 532 590,00 532 590,00	532 590,00 532 590,00
2440-07, Avance à ALB AUTOMOBILES	En Dev. cap.EUR-> 250 000,00	250 000,00
.	EUR 250 000,00 250 000,00	250 000,00 250 000,00
2440-999-006, Correction de valeur sur prêt à		
part. ECRE	En Dev. cap.EUR-> -532 589,00	-532 589,00
.	EUR -532 589,00 -532 589,00	-532 589,00 -532 589,00
D./I. ACTIF CIRCULANT / CRÉANCES	En Dev. cap.EUR-> 7 500,00	0,00
4655, Créances sur participations	7 500,00 7 500,00	0,00 0,00
D. /III. ACTIF CIRCULANT / INTÉRÊTS À RECE-		
VOIR SUR PRÊTS	623 621,25	576 725,42
4712-01, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS		
6.050.000 €	En Dev. cap.EUR-> 392 405,85	370 907,01
.	EUR 392 405,85 392 405,85	370 907,01 370 907,01
4712-02, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS		
570,000 €	En Dev. cap.EUR-> 27 562,72	25 369,34
.	EUR 27 562,72 27 562,72	25 369,34 25 369,34

136408

4712-03, Intérêts à recevoir sur prêt DYBET APS				
5.300.000 €	En Dev. cap.EUR->	203 651,68		180 448,07
.....	EUR 203 651,68	203 651,68	180 448,07	180 448,07
4712-04, Intérêts à recevoir sur prêt ECRE				
532.589 €	En Dev. cap.EUR->	61 418,61		59 840,07
.....	EUR 61 418,61	61 418,61	59 840,07	59 840,07
4712-999-04, Correction de valeur sur intérêts s/ créance ECRE	En Dev. cap.EUR->	-61 417,61		-59 839,07
.....	EUR -61 417,61	-61 417,61	-59 839,07	-59 839,07
D. /VII. ACTIF CIRCULANT/ VALEURS MOBI- LIÈRES		8 999 993,31		8 999 993,31
5031, Actions	En Dev. cap.EUR->	8 999 993,31		8 999 993,31
.....	EUR 8 999 993,31	8 999 993,31	8 999 993,31	8 999 993,31
E. COMPTES DE RÉGULARISATION		1 844,79		2 371,87
4791, Commissions payées d'avance	En Dev. cap.EUR->	1 475,84		1 897,50
.....	EUR 1 475,84	1 475,84	1 897,50	1 897,50
4795, Commission domiciliation payée d'avance	En Dev. cap.EUR->	368,95		474,37
.....	EUR 368,95	368,95	474,37	474,37
TOTAL DE L'ACTIF		22 277 413,55		21 971 544,80
<i>PASSIF</i>				
A./I. CAPITAUX PROPRES / CAPITAL SOU- SCRIT		381 000,00		381 000,00
1013, Capital souscrit	En Dev. cap.EUR->	381 000,00		381 000,00
.....	EUR 381 000,00	381 000,00	381 000,00	381 000,00
A. / V CAPITAUX PROPRES / RESULTATS RE- PORTÉS		-83 373,53		-8 365,87
1110, Résultat en instance d'affectation	En Dev. cap.EUR->	-75 007,66		0,00
.....	EUR -75 007,66	-75 007,66	0,00	0,00
1150, Résultats reportés	En Dev. cap.EUR->	-8 365,87		-8 365,87
.....	EUR -8 365,87	-8 365,87	-8 365,87	-8 365,87
A. /VI. CAPITAUX PROPRES / RÉSULTAT DE L'EXERCICE		17 735,75		-75 007,66
1250, Résultat de l'Exercice	En Dev. cap.EUR->	17 735,75		-75 007,66
.....	EUR 17 735,75	17 735,75	-75 007,66	-75 007,66
D. /II. DETTES / C/C ACTIONNAIRES		12 120 001,00		12 120 001,00
4512, Compte courant des actionnaires	En Dev. cap.EUR->	12 120 001,00		12 120 001,00
.....	EUR 12 120 001,00	12 120 001,00	12 120 001,00	12 120 001,00
D./II. DETTES / DETTES BANCAIRES		9 452 640,33		9 195 040,33
5100-996, Banque, c/c en EUR	En Dev. cap.EUR->	452 640,33		195 040,33
.....	EUR 452 640,33	452 640,33	195 040,33	195 040,33
5240-996, Avance bancaire SGBT 'Lombard' EUR (Ech 29.12.08)	En Dev. cap.EUR->	9 000 000,00		9 000 000,00
.....	EUR 9 000 000,00	9 000 000,00	9 000 000,00	9 000 000,00
D./III. DETTES / INTÉRÊTS À PAYER SUR BAN- QUES		384 855,50		357 272,00
4761, Intérêts à payer sur avances	En Dev. cap.EUR->	384 855,50		357 272,00
.....	EUR 384 855,50	384 855,50	357 272,00	357 272,00
D. / IV. DETTES / CHARGES À PAYER		2 382,50		1 495,00
4658-1, Cotisation chambre de commerce 2009 à payer	En Dev. cap.EUR->	140,00		0,00
.....	EUR 140,00	140,00	0,00	0,00
4678-1, Etablissement déclaration fiscale 2007 à payer	En Dev. cap.EUR->	747,50		747,50
.....	EUR 747,50	747,50	747,50	747,50

136409

4678-2, Etablissement déclaration fiscale 2008 à payer	En Dev. cap.EUR->	747,50		747,50
.....	EUR 747,50	747,50	747,50	747,50
4678-3, Etablissement déclaration fiscale 2009 à payer	En Dev. cap.EUR->	747,50		0,00
.....	EUR 747,50	747,50	0,00	0,00
D. / V. DETTES / IMPÔTS ET TAXES À PAYER				
.....		172,00		110,00
4424-2008, Impôt s/ la fortune 2008 à payer	En Dev. cap.EUR->	110,00		110,00
.....	EUR 110,00	110,00	110,00	110,00
4424-2009, Impôt s/ la fortune 2009 à payer	En Dev. cap.EUR->	62,00		0,00
.....	EUR 62,00	62,00	0,00	0,00
D. /VI. DETTES / AUTRES DETTES				
.....		2 000,00		0,00
.....	En Dev. cap.EUR->	2 000,00		0,00
.....	EUR 2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00
TOTAL DU PASSIF		<u>22 277 413,55</u>		<u>21 971 544,80</u>

PERTES ET PROFITS DETAILLE POUR LA PÉRIODE DU 01/10/2008 AU 31/10/2008

(Devise du capital: EUR)

CHARGES		31/10/2008		30/09/2008
I. CHARGES FINANCIÈRES		27 683,50		363 780,08
6111, Intérêts sur banques à vue	En Dev. cap.EUR->	0,00		15,80
.....	EUR 0,00	0,00	15,80	15,80
6121, Intérêts sur avance bancaire LOMBARD	En Dev. cap.EUR->	27 583,50		357 272,00
.....	EUR 27 583,50	27 583,50	357 272,00	357 272,00
6121-1, Intérêts sur avances bancaire SGBT	En Dev. cap.EUR->	0,00		483,28
.....	EUR 0,00	0,00	483,28	483,28
6140, Frais bancaires	En Dev. cap.EUR->	100,00		9,00
.....	EUR 100,00	100,00	9,00	9,00
6140-1, Commissions s/établissement des avances bancaires	En Dev. cap.EUR->	0,00		6 000,00
.....	EUR 0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
II. CHARGES D'EXPLOITATION		1 414,58		13 217,75
6215, Frais d'augmentation de capital	En Dev. cap.EUR->	0,00		3 297,00
.....	EUR 0,00	0,00	3 297,00	3 297,00
6239, Frais de gestion trimestriel	En Dev. cap.EUR->	0,00		460,00
.....	EUR 0,00	0,00	460,00	460,00
6242, Frais d'enregistrement	En Dev. cap.EUR->	0,00		34,50
.....	EUR 0,00	0,00	34,50	34,50
6249, Frais de domiciliation	En Dev. cap.EUR->	105,42		1 897,50
.....	EUR 105,42	105,42	1 897,50	1 897,50
6250, Commission de gestion	En Dev. cap.EUR->	421,66		6 641,25
.....	EUR 421,66	421,66	6 641,25	6 641,25
6262, Etablissement déclaration fiscale	En Dev. cap.EUR->	747,50		747,50
.....	EUR 747,50	747,50	747,50	747,50
6290, Cotisation Chbre de Commerce	En Dev. cap.EUR->	140,00		140,00
.....	EUR 140,00	140,00	140,00	140,00
V. IMPÔTS		62,00		110,00
6346, Impôts s/ la fortune	En Dev. cap.EUR->	62,00		110,00
.....	EUR 62,00	62,00	110,00	110,00
VII. CORRECTIONS DE VALEURS SUR ÉLÉMENT D'ACTIF		1 578,54		334 838,07
6611, Correct. de valeur s/participation	En Dev. cap.EUR->	0,00		274 999,00
.....	EUR 0,00	0,00	274 999,00	274 999,00
6651, Correct. de valeur sur créances	En Dev. cap.EUR->	1 578,54		23 118,80
.....	EUR 1 578,54	1 578,54	23 118,80	23 118,80

136410

6651-1, Correct. de valeur sur produits exceptionnels	En Dev. cap.EUR->	0,00		36 720,27
	EUR 0,00	0,00	36 720,27	36 720,27
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE		17 735,75		0,00
TOTAL DES CHARGES		48 474,37		711 945,90

PERTES ET PROFITS DETAILLE POUR LA PÉRIODE DU 01/10/2008 AU 31/10/2008

(Devise du capital: EUR)

PRODUITS		31/10/2008		30/09/2008
I. PRODUITS PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT		48 474,37		599 844,22
7122-01, Intérêts sur prêt DYBET APS 6.050.000 €	En Dev. cap.EUR->	48 474,37		370 907,01
	EUR 48 474,37	48 474,37	370 907,01	370 907,01
7122-02, Intérêts sur prêt DYBET APS 570.000 €	En Dev. cap.EUR->	0,00		25 369,34
	EUR 0,00	0,00	25 369,34	25 369,34
7122-03, Intérêts sur prêt DYBET APS 5,300.000 €	En Dev. cap.EUR->	0,00		180 448,07
	EUR 0,00	0,00	180 448,07	180 448,07
7122-04, Intérêts sur prêt ECRE 532.590 €	En Dev. cap.EUR->	0,00		23 119,80
	EUR 0,00	0,00	23 119,80	23 119,80
V. PRODUITS EXCEPTIONNELS		0,00		37 094,02
7785, Divers produits exceptionnels	En Dev. cap.EUR->	0,00		373,75
	EUR 0,00	0,00	373,75	373,75
7785-1, Produit exceptionnel - Intérêts s/prêt ECRE	En Dev. cap.EUR->	0,00		36 720,27
	EUR 0,00	0,00	36 720,27	36 720,27
PERTE DE L'EXERCICE		0,00		75.007,66
TOTAL DES PRODUITS		48 474,37		711 945,90

Référence de publication: 2008145296/208/1814.

(080171982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2008.

AMP Capital Investors (European Infrastructure No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 138.615.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 18 juillet 2008 que, sur base du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 18 juillet 2008, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société, sans valeur nominale, seront désormais réparties comme suit:

DESIGNATION DE L'ASSOCIE	NOMBRE DE PARTS SOCIALES
AMP Capital Investors (European Infrastructure N ° 1) S.à r.l., 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg	500
TOTAL	500

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Bart Zech

Gérant

Référence de publication: 2008144845/724/24.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05351. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 140.337.

—
Transfert de parts

Il résulte de la deuxième résolution de l'assemblée générale extraordinaire de la société Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338 du 23 septembre 2008, que les parts sociales de la Société ont été transférées comme suit:

Harkjaer I Limited a transféré ses 13.885 parts rachetables A qu'elle détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Leadbeater Stephen a transféré ses 23.963 parts rachetables A qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Lambeaux Matthieu a transféré ses 1.935 parts préférentielles rachetables de catégorie A1 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Karlsson Cecilia a transféré ses 1.876 parts préférentielles rachetables de catégorie A2 qu'elle détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Moen Øivind a transféré ses 1.384 parts préférentielles rachetables de catégorie A3 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Olsson Jörgen a transféré ses 1.355 parts préférentielles rachetables de catégorie A4 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Bjerregaard Invest Aps a transféré ses 1.355 parts préférentielles rachetables de catégorie A4 qu'elle détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Mäkinen Kai a transféré ses 491 parts préférentielles rachetables de catégorie A5 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Milleret Philippe a transféré ses 394 parts préférentielles rachetables de catégorie A6 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Niklasson Patrik a transféré ses 606 parts préférentielles rachetables de catégorie A7 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Tell Daniel a transféré ses 603 parts préférentielles rachetables de catégorie A8 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Dacheskog Robert a transféré ses 603 parts préférentielles rachetables de catégorie A8 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Axelsson Torbjörn a transféré ses 322 parts préférentielles rachetables de catégorie A9 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Libermann Steven a transféré ses 430 parts préférentielles rachetables de catégorie A10 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Larsson Erik a transféré ses 185 parts préférentielles rachetables de catégorie A11 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Andersson Jerker a transféré ses 147 parts préférentielles rachetables de catégorie A12 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Gustafson Ulf a transféré ses 99 parts préférentielles rachetables de catégorie A13 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Larsson Inger a transféré ses 94 parts préférentielles rachetables de catégorie A14 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Korsmo Geir a transféré ses 152 parts préférentielles rachetables de catégorie A15 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Lunden Jon Terje a transféré ses 80 parts préférentielles rachetables de catégorie A16 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Hauge Frank a transféré ses 80 parts préférentielles rachetables de catégorie A16 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Persson Roger a transféré ses 151 parts préférentielles rachetables de catégorie A17 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Komers Michael a transféré ses 94 parts préférentielles rachetables de catégorie A18 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Beyer Atle a transféré ses 473 parts préférentielles rachetables de catégorie A19 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Loken Kjersti a transféré ses 237 parts préférentielles rachetables de catégorie A20 qu'il détenait dans la Société à:

- Lion/Gem Luxembourg 2 S. à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140.338.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Lion/Gem Luxembourg 3 S. à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008144613/250/125.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04719. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Wind Project I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 114.592.

L'an deux mille huit, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "WIND PROJECT I S.A." (la "Société"), une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro 114592.

La Société fut constituée suivant acte notarié du 17 février 2006, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1005 du 23 mai 2006 et page 48210.

Les statuts de la Société ont été modifiés dernièrement suite à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue par devant le notaire instrumentant en date du 06 juin 2008, publié au Mémorial, le 11 juillet 2008, sous le numéro 1712 et page 82170.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Angelo DE BERNARDI, licencié en sciences commerciales et financières, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Marie-Fiore RIES-BONANI, employée privée, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Les actionnaires présents à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'assemblée constate :

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social souscrit à concurrence de CINQUANTE MILLIONS D'EUROS (50.000.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (35.000.000,- EUR) représenté par trois cent cinquante mille (350'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) à un montant de QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS D'EUROS (85.000.000,- EUR) qui sera représenté par huit cent cinquante mille (850'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) par la création et l'émission de cinq cent mille (500'000) actions nouvelles supplémentaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

2.- Souscription et libération intégrale par un apport en numéraire des cinq cent mille (500.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) par l'actionnaire existant, la société "ENERGREEN S.A." (anciennement dénommée "VERONAGEST S.A.") une société de droit luxembourgeois, avec siège social au 11 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 78213), les autres actionnaires existants ayant renoncé dans la mesure nécessaire à leur droit préférentiel de souscription lors de la souscription de ces actions nouvellement émises par la Société.

3.- Modification subséquente de l'article cinq, premier alinéa des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant décidée.

B) Que la présente assemblée générale réunissant l'intégralité du capital social, actuellement fixé à TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (35.000.000,- EUR) et divisé en trois cent cinquante mille (350.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) par action, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une augmentation du capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de CINQUANTE MILLIONS D'EUROS (50.000.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (35.000.000,- EUR) représenté par trois cent cinquante mille (350.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) par action à un montant de QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS D'EUROS (85.000.000,- EUR) qui sera, après cette augmentation de capital, représenté par huit cent cinquante mille (850.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) par action.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de créer et d'émettre cinq cent mille (500.000) actions ordinaires nouvelles ayant chacune une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR), chaque action émise avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunissant toutes les actions présentement émises, reconnaît en rapport avec la présente augmentation de capital que les autres actionnaires existants ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription dans la mesure nécessaire à la souscription des actions nouvelles et DECIDE d'admettre à la souscription de la totalité des cinq cent mille (500.000) actions nouvelles supplémentaires, la société suivante, en tant qu'actionnaire existant de la Société:

"ENERGREEN S.A." (anciennement dénommée "VERONAGEST S.A.") une société de droit luxembourgeois, avec siège social au 11 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 78213),

Intervention - Souscription - Libération

Est ensuite intervenu aux présentes:

Monsieur Angelo DE BERNARDI, prénommé,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du seul souscripteur, la société "ENERGREEN S.A.", prédésignée,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par tous les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, déclare, au nom et pour compte du souscripteur susnommé, souscrire les cinq cent mille (500.000) actions nouvelles, d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune, et déclare libérer, au nom du même souscripteur, entièrement par un versement en numéraire chaque action.

La preuve de ce paiement en numéraire de CINQUANTE MILLIONS D'EUROS (50.000.000,- EUR) a été rapportée au notaire instrumentant, qui la reconnaît expressément.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de modifier l'article CINQ (5), premier alinéa des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus et DECIDE que cet article CINQ (5), premier alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

"Art. 5.- Premier alinéa. - Le capital social souscrit est fixé à QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS D'EUROS (85.000.000,- EUR) représenté par huit cent cinquante mille (850'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux cent cinquante-six mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé : A. DE BERNARDI, A. FERNANDES, M.F. RIES-BONANI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 octobre 2008, Relation: EAC/2008/13436. - Reçu deux cent cinquante mille Euros (50.000.000.- à 0,5% = 250.000.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): BOIÇA.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 12 novembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008145525/239/108.

(080170934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2008.

ING PFCE Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.192.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.698.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144870/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03201. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Fast Track Diagnostics Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 123.369.

—
Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145069/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04690. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Voyages Schiltz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9519 Wiltz, 100, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 105.751.

—
Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145062/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04712. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Hippoline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6311 Beaufort, 22, route de Reisdorf.
R.C.S. Luxembourg B 92.471.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145065/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04705. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Hein Marechalerie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 1, rue d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 97.012.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145066/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04703. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Microtis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 55, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 61.547.

Extraits des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement le 28 octobre 2008

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement de la société anonyme MICROTIS S.A. procède à la modification suivante:

L'Assemblée décide de nommer au poste d'administrateur Monsieur Frédéric Robert, demeurant rue de Bologne, 6 à B-6720 Habay-La-Neuve, pour un terme de six ans.

Pour extrait conforme

Pour MICROTIS S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008144837/1427/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05908. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Am Kannerbuttek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 7, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 22.432.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145071/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04685. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.